

**No. 8848**

---

**UNIVERSAL POSTAL UNION**

**Agreement concerning postal money orders and postal traveller's cheques (with Detailed Regulations). Signed at Vienna, on 10 July 1964**

*Official text: French.*

*Registered by Austria and Switzerland on 1 December 1967.*

---

**UNION POSTALE UNIVERSELLE**

**Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage (avec Règlement d'exécution). Signé à Vienne, le 10 juillet 1964**

*Texte officiel français.*

*Enregistré par l'Autriche et la Suisse le 1<sup>er</sup> décembre 1967.*

## VI

ARRANGEMENT CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE  
ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE. SIGNÉ À VIENNE,  
LE 10 JUILLET 1964

ARRANGEMENT CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE  
ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE

TABLE DES MATIÈRES

TITRE I

Art. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1. Objet de l'Arrangement

TITRE II

MANDATS

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. Modes d'échange

CHAPITRE II

ÉMISSION DES MANDATS

3. Monnaie. Conversion  
4. Montant *maximal* à l'émission  
5. Versement des fonds. Récépissé  
6. Taxes  
7. Franchise de taxes  
8. Dispositions particulières à l'émission des mandats télégraphiques

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

9. Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. Acheminement par voie aérienne. *Communication destinée au bénéficiaire*  
10. Retrait. Modification d'adresse  
11. Réexpédition  
12. Endossement

CHAPITRE IV

PAIEMENT DES MANDATS

13. Durée de validité. Visa pour date  
14. Montant *maximal* au paiement  
15. Règles générales de paiement des mandats  
16. Remise par exprès  
17. *Taxes éventuellement* perçues sur le bénéficiaire  
18. Dispositions particulières au paiement des mandats télégraphiques

## CHAPITRE V

## Art. MANDATS IMPAYÉS. AUTORISATIONS DE PAIEMENT

- 19. Mandats impayés
- 20. Autorisation de paiement
- 21. Mandats prescrits

## CHAPITRE VI

## RESPONSABILITÉ

- 22. Principe et étendue de la responsabilité
- 23. Exceptions au principe de la responsabilité
- 24. Détermination de la responsabilité
- 25. Paiement des sommes dues. Recours
- 26. Délai de paiement
- 27. Remboursement à l'Administration *intervenante*

## CHAPITRE VII

## COMPTABILITÉ

- 28. Attribution des taxes
- 29. Etablissement des comptes
- 30. Règlement des comptes

## CHAPITRE VIII

## DISPOSITIONS DIVERSES

- 31. Bureaux participant à l'échange
- 32. Participation d'organismes non postaux
- 33. Interdiction de droits fiscaux ou autres

## TITRE III

## MANDATS DE VERSEMENT

- 34. Nature des mandats de versement
- 35. Dispositions générales
- 36. Montant maximal à l'émission
- 37. Taxes
- 38. Avis d'inscription
- 39. Interdictions

## TITRE IV

## BONS POSTAUX DE VOYAGE

## CHAPITRE I

## GÉNÉRALITÉS ET ÉMISSION

- 40. Définition. Carnets
- 41. Monnaie. Montant *maximal*. Conversion
- 42. Taxe
- 43. Prix de vente

## CHAPITRE II

## PAIEMENT DES BONS

- 44. Validité des titres. Remise des fonds
- 45. Opposition au paiement

## CHAPITRE III

Art. RÉCLAMATIONS. RESPONSABILITÉ. COMPTABILITÉ

46. Réclamations et responsabilité

47. Attribution des taxes. Etablissement des comptes

## TITRE V

## DISPOSITIONS FINALES

48. *Application du présent Arrangement aux bons postaux de voyage*49. *Application de la Convention*50. *Exception à l'application de la Constitution*51. *Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution*52. *Mise à exécution et durée de l'Arrangement*

# ARRANGEMENT<sup>1</sup> CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des *Pays-membres de l'Union*, vu l'article 22, § 4, de la *Constitution de l'Union postale universelle* conclue à Vienne le 10 juillet 1964,<sup>2</sup> ont, d'un commun accord et sous réserve des dispositions de l'article 25, § 3, de la *Constitution*, arrêté l'Arrangement suivant:

## TITRE I DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

### ARTICLE PREMIER

#### **Objet de l'Arrangement**

Le présent Arrangement régit, d'une part, l'échange des mandats de poste, dénommés ci-après « mandats » et, d'autre part, le service des bons postaux de voyage que les *Pays contractants* conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

## TITRE II MANDATS

### CHAPITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### ARTICLE 2

##### **Modes d'échange**

1. Les mandats peuvent être échangés soit par la voie postale, soit, si les télégrammes-mandats sont admis dans les relations entre les Pays intéressés, par la voie télégraphique.
2. L'échange par la voie postale peut, au choix des Administrations, s'opérer au moyen de cartes ou de listes. Dans le premier cas, les titres sont dénommés « mandats-cartes » et dans le second, « mandats-listes ».
3. L'échange par la voie télégraphique peut avoir lieu par mandat-carte télégraphique ou par mandat-liste télégraphique, les deux catégories étant dénommées « mandat télégraphique ».

### CHAPITRE II ÉMISSION DES MANDATS

#### ARTICLE 3

##### **Monnaie. Conversion**

1. Sauf *entente spéciale*, le montant du mandat est exprimé en monnaie du Pays de paiement.
2. L'Administration d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du Pays de paiement.

#### ARTICLE 4

##### **Montant maximal à l'émission**

1. Le montant d'un mandat ne peut excéder l'équivalent de 2000 francs. Chaque Administration a cependant la faculté de fixer un maximum plus faible.
2. Par exception, aucun maximum n'est fixé pour les mandats visés à l'article 7.

<sup>1</sup> Mis à exécution le 1<sup>er</sup> janvier 1966, conformément à l'article 52. Voir à la suite des formules la liste des Etats qui ont ratifié ou approuvé l'Arrangement ou qui y ont adhéré.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611.

## ARTICLE 5

**Versement des fonds. Récépissé**

1. Chaque Administration détermine la forme dans laquelle l'expéditeur d'un mandat verse les fonds à transférer.
2. Un récépissé est délivré gratuitement à l'expéditeur au moment du versement des fonds.

## ARTICLE 6

**Taxes**

1. La taxe à percevoir au moment de l'émission se compose:
  - a) d'une taxe fixe *maximale* de:
    - 40 centimes pour les mandats-cartes,
    - 80 centimes pour les mandats-listes;
  - b) d'une taxe proportionnelle *qui ne peut excéder*  $\frac{1}{2}\%$  de la somme versée;
  - c) éventuellement, des taxes afférentes à des services spéciaux (demande d'avis de paiement, de paiement par exprès, etc.).
2. Chaque Administration a la faculté d'adopter, pour la perception de la taxe proportionnelle, l'échelle qui répond le mieux à ses convenances de service.

3. Les mandats échangés, par l'intermédiaire d'un Pays *partie* au présent Arrangement, entre un Pays *contractant* et un Pays *non contractant*, peuvent être soumis, par l'Administration du Pays intermédiaire, à une taxe supplémentaire et proportionnelle de  $\frac{1}{4}\%$  au maximum prélevée sur le montant du titre; cette taxe peut toutefois être perçue sur l'expéditeur et attribuée à l'Administration du Pays intermédiaire si les Administrations intéressées se sont mises d'accord à cet effet.

## ARTICLE 7

**Franchise de taxes**

Sont exonérés de toutes taxes les mandats relatifs au service postal échangés dans les conditions prévues à l'article 23 de la Convention.

## ARTICLE 8

**Dispositions particulières à l'émission des mandats télégraphiques**

1. Les mandats télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications.
2. En sus de la taxe postale, l'expéditeur d'un mandat télégraphique paie la taxe du télégramme, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire.

## CHAPITRE III

**PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC**

## ARTICLE 9

**Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre.  
Acheminement par voie aérienne. Communication destinée au bénéficiaire**

1. L'expéditeur d'un mandat peut demander à être avisé du paiement. L'article 37 de la Convention est applicable aux avis de paiement.
2. Sous réserve de l'article 16, l'expéditeur d'un mandat peut demander que la remise des fonds soit effectuée à domicile par exprès dès l'arrivée du mandat; dans ce cas, l'article 25 de la Convention est applicable.
3. Dans les relations avec les Pays qui admettent le paiement en main propre, l'expéditeur d'un mandat peut demander, par une mention portée sur la formule, que le paiement ait lieu exclusivement entre les mains et sur acquit personnel du bénéficiaire. Dans ce cas, l'expéditeur paie une *taxe spéciale* de 20 centimes ou la *taxe perçue* dans le Pays d'origine pour la demande de paiement en main propre.

4. L'expéditeur d'un mandat-carte ou d'un mandat-liste peut en demander la transmission par avion contre paiement de la surtaxe aérienne.

5. L'expéditeur peut ajouter, au verso du coupon, une communication particulière destinée au bénéficiaire du mandat. En ce qui concerne les mandats-listes, seules des références sont admises.

#### ARTICLE 10

##### **Retrait. Modification d'adresse**

L'expéditeur d'un mandat peut, aux conditions fixées à l'article 26 de la Convention, le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aussi longtemps que le titre ou les fonds n'ont pas été remis au bénéficiaire. Pour les demandes télégraphiques de modification d'adresse, la taxe de recommandation est due en sus de la taxe télégraphique.

#### ARTICLE 11

##### **Réexpédition**

1. En cas de changement de résidence du bénéficiaire et dans les limites où fonctionne un service de mandats entre le Pays réexpéditeur et le Pays de nouvelle destination, tout mandat peut être réexpédié par voie postale ou télégraphique soit à la demande de l'expéditeur, soit à celle du bénéficiaire.

2. La réexpédition, par voie postale, des mandats-cartes postaux ou télégraphiques s'effectue sans perception de taxe et sans émission de nouveaux titres lorsque le Pays de nouvelle destination entretient avec le Pays d'émission un échange de mandats-cartes sur la base du présent Arrangement.

3. Dans tous les autres cas, la réexpédition est faite au moyen d'un nouveau mandat dont les taxes, y compris, le cas échéant, les taxes télégraphiques, sont prélevées sur le montant du mandat réexpédié.

4. En cas de réexpédition, l'article 27, § 9, de la Convention est applicable en ce qui concerne la taxe de poste restante et la taxe complémentaire d'express.

#### ARTICLE 12

##### **Endossement**

Tout Pays a le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats provenant d'un autre Pays.

### CHAPITRE IV

#### PAIEMENT DES MANDATS

#### ARTICLE 13

##### **Durée de validité. Visa pour date**

1. La validité des mandats s'étend :

- a) en règle générale, jusqu'à l'expiration du premier mois qui suit celui de l'émission; après accord entre Administrations intéressées, jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suit celui de l'émission;
- b) dans les relations entre Pays éloignés, jusqu'à l'expiration du septième mois qui suit celui de l'émission.

2. Après ces délais, les mandats-cartes ne sont payés que revêtus d'un « visa pour date » donné, par l'Administration d'émission, à la requête de l'Administration de paiement. Les mandats-listes ne peuvent bénéficier du visa pour date.

3. Le visa pour date confère au mandat-carte, à partir du jour où il est donné, une nouvelle validité dont la durée est celle qu'aurait un mandat émis le même jour.

4. Si le non-paiement avant expiration du délai de validité ne résulte pas d'une faute de service, il peut être perçu une taxe dite « de visa pour date » égale à celle qui est prévue à l'article 35, § 4, de la Convention.

#### ARTICLE 14

##### **Montant maximal au paiement**

1. Sauf entente spéciale, le montant maximal des mandats payables dans un Pays est le même que celui qui a été adopté par l'Administration de ce Pays pour l'émission.



2. Lorsqu'un même expéditeur a fait émettre, le même jour, au profit du même bénéficiaire, plusieurs mandats dont le montant total excède le maximum adopté par l'Administration de paiement, celle-ci est autorisée à échelonner le paiement des titres de façon que la somme payée au bénéficiaire, dans une même journée, n'excède pas ce maximum.

## ARTICLE 15

**Règles générales de paiement des mandats**

1. Le paiement des mandats est effectué selon *la réglementation* du Pays de paiement.
2. Le montant des mandats est payé au bénéficiaire en monnaie légale du Pays de paiement; il peut être payé en toute autre monnaie suivant accord particulier entre les Administrations correspondantes.
3. Le paiement peut être valablement effectué par versement à un compte courant postal, selon les règles en vigueur dans l'Administration de paiement.
4. Après en avoir avisé les Administrations intéressées, l'Administration de paiement a la faculté, si sa législation l'exige, soit de négliger les fractions d'unité monétaire, soit d'arrondir la somme à l'unité monétaire la plus voisine ou au dixième d'unité le plus voisin.

## ARTICLE 16

**Remise par exprès**

Si l'expéditeur a demandé le paiement par exprès, l'Administration de paiement a la faculté de faire remettre par ce moyen soit les fonds, soit le titre lui-même, soit un avis d'arrivée du mandat, pour autant que sa *réglementation* le prévoit.

## ARTICLE 17

**Taxes éventuellement perçues sur le bénéficiaire**

Peuvent être perçues sur le bénéficiaire:

- a) une taxe de remise, lorsque le paiement est effectué à domicile;
- b) la taxe d'autorisation de paiement visée à l'article 20, § 4;
- c) éventuellement, la taxe de visa pour date prévue à l'article 13, § 4;
- d) *la surtaxe aérienne correspondante, lorsque les demandes de visa pour date ou d'autorisation de paiement et les suites données par l'Administration d'émission doivent être transmises par voie aérienne à la demande du bénéficiaire;*
- e) la taxe visée à l'article 17, § 2, de la Convention, lorsque le mandat est adressé poste restante.

## ARTICLE 18

**Dispositions particulières au paiement des mandats télégraphiques**

1. La remise des mandats télégraphiques a toujours lieu dans les formes prévues à l'article 16.
2. Lorsque les fonds sont remis à domicile par exprès, l'Administration de paiement peut percevoir de ce chef une taxe spéciale, en tenant compte, si le télégramme-mandat porte l'indication de service taxée XP, de la taxe d'exprès acquittée par l'expéditeur.
3. La remise d'un avis d'arrivée ou du titre lui-même s'effectue sans frais pour le bénéficiaire; toutefois, si le domicile de ce dernier se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de paiement et si le télégramme-mandat ne porte pas l'indication de service taxée XP, la taxe de remise par exprès peut être perçue sur le bénéficiaire.

## CHAPITRE V

**MANDATS IMPAYÉS. AUTORISATIONS DE PAIEMENT**

## ARTICLE 19

**Mandats impayés**

1. Est immédiatement renvoyé à l'Administration d'émission, tout mandat refusé, tout mandat dont le bénéficiaire est inconnu, parti sans laisser d'adresse ou parti pour un Pays sur lequel la réexpédition ne peut être effectuée, tout mandat dont le paiement n'a pas été réclamé dans le délai de validité.
2. Tout mandat impayé pour une cause quelconque est remboursé à l'expéditeur.
3. L'article 27, § 9, de la Convention est applicable à la taxe de poste restante et à la taxe complémentaire d'exprès.

## ARTICLE 20

**Autorisation de paiement**

1. Tout mandat-carte égaré, perdu ou détruit avant paiement peut, à la demande de l'expéditeur ou du bénéficiaire, être remplacé par une autorisation de paiement délivrée par l'Administration d'émission.
2. Une autorisation de paiement est également délivrée lorsqu'une erreur de conversion imputable au bureau d'émission nécessite un versement complémentaire au profit du bénéficiaire.
3. La durée de validité d'une autorisation de paiement est la même que celle d'un mandat émis le même jour.
4. Si aucune faute de service n'a été commise, il peut être perçu, sur l'expéditeur ou sur le bénéficiaire, une taxe dite « d'autorisation de paiement » égale à celle que prévoit l'article 35, § 4, de la Convention, sauf si cette taxe a déjà été perçue pour la réclamation, la demande de renseignements ou l'avis de paiement.

## ARTICLE 21

**Mandats prescrits**

Les sommes converties en mandats dont le montant n'a pas été réclamé avant prescription sont définitivement acquises à l'Administration du Pays d'émission. Le délai de prescription est fixé par la législation dudit Pays.

## CHAPITRE VI

## RESPONSABILITÉ

## ARTICLE 22

**Principe et étendue de la responsabilité**

1. Les Administrations postales sont responsables des sommes versées jusqu'au moment où les mandats ont été régulièrement payés.
2. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission télégraphique.
3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité en raison des retards qui peuvent se produire dans la transmission et le paiement des mandats.

## ARTICLE 23

**Exceptions au principe de la responsabilité**

Les Administrations postales sont dégagées de toute responsabilité:

- a) lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elles ne peuvent rendre compte du paiement d'un mandat à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été autrement administrée;
- b) à l'expiration du délai de prescription visé à l'article 21;
- c) s'il s'agit d'une contestation de la régularité du paiement, à l'expiration du délai prévu à l'article 35, § 1, de la Convention.

## ARTICLE 24

**Détermination de la responsabilité**

1. Sous réserve des §§ 2 à 5 ci-après, la responsabilité incombe à l'Administration d'émission.
2. La responsabilité incombe à l'Administration de paiement si elle n'est pas en mesure d'établir que le paiement a eu lieu dans les conditions prescrites par sa réglementation.
3. La responsabilité incombe à l'Administration postale du Pays où l'erreur s'est produite:
  - a) s'il s'agit d'une erreur de service, y compris l'erreur de conversion;
  - b) s'il s'agit d'une erreur de transmission télégraphique commise à l'intérieur du Pays d'émission ou du Pays de paiement.
4. La responsabilité incombe à l'Administration d'émission et à l'Administration de paiement par parts égales:
  - a) si l'erreur est imputable aux deux Administrations ou s'il n'est pas possible d'établir dans quel Pays l'erreur s'est produite;

- b) si une erreur de transmission télégraphique s'est produite dans un Pays intermédiaire; c) s'il n'est pas possible d'établir le Pays où cette erreur de transmission s'est produite.

5. Sous réserve du § 2, la responsabilité incombe :

- a) en cas de paiement d'un faux mandat, à l'Administration du Pays sur le territoire duquel le mandat a été introduit dans le service;
- b) en cas de paiement d'un mandat dont le montant a été frauduleusement majoré, à l'Administration du Pays dans lequel le mandat a été falsifié; toutefois, le dommage est supporté par parts égales par les Administrations d'émission et de paiement lorsqu'il n'est pas possible de déterminer le Pays où la falsification est intervenue ou lorsqu'il ne peut être obtenu réparation d'une falsification commise dans un Pays intermédiaire qui ne participe pas au service des mandats sur la base du présent Arrangement.

#### ARTICLE 25

##### **Païement des sommes dues. Recours**

1. L'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Administration de paiement si les fonds sont à remettre au bénéficiaire; elle incombe à l'Administration d'émission si leur restitution doit être faite à l'expéditeur.

2. *Quelle que soit la cause du remboursement, la somme à rembourser ne peut dépasser celle qui a été versée.*

3. L'Administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer le recours contre l'Administration responsable du paiement irrégulier.

4. L'Administration qui a supporté en dernier lieu le dommage a un droit de recours, jusqu'à concurrence de la somme payée, contre l'expéditeur, contre le bénéficiaire ou contre des tiers.

#### ARTICLE 26

##### **Délai de paiement**

1. Le versement des sommes dues aux réclamants doit avoir lieu le plus tôt possible, dans un délai-limite de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'Administration qui, selon l'article 25, § 1, doit désintéresser le réclamant peut exceptionnellement différer le versement au-delà de ce délai si, malgré la diligence apportée à l'instruction de l'affaire, ledit délai n'a pas été suffisant pour permettre de déterminer la responsabilité.

3. *L'Administration auprès de laquelle la réclamation a été introduite est autorisée à désintéresser le réclamant pour le compte de l'Administration responsable lorsque celle-ci, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution à la réclamation.*

#### ARTICLE 27

##### **Remboursement à l'Administration intervenante**

1. *L'Administration pour le compte de laquelle le réclamant a été désintéressé est tenu de rembourser à l'Administration intervenante le montant de ses débours dans un délai de quatre mois à compter de l'envoi de la notification du paiement.*

2. Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Administration créancière :

- a) par l'un des procédés de paiement prévus à l'article 103, § 3, du Règlement d'exécution de la Convention;
- b) sous réserve d'accord, par inscription au crédit de l'Administration de ce Pays dans le compte des mandats.

3. Passé le délai de quatre mois, la somme due à l'Administration créancière est productive d'intérêt, à raison de 5% par an, à compter du jour d'expiration dudit délai.

#### CHAPITRE VII

#### COMPTABILITÉ

#### ARTICLE 28

##### **Attribution des taxes**

1. L'Administration d'émission attribue à l'Administration de paiement, sur le montant des taxes qu'elle a perçues en application de l'article 6, § 1, lettres a) et b) :

— une quote-part fixe de 20 centimes et une quote-part proportionnelle de ¼% du montant total des mandats-cartes payés,

— une quote-part fixe de 40 centimes et une quote-part proportionnelle de  $\frac{1}{4}\%$  du montant total des mandats-listes expédiés.

2. Les mandats émis en franchise ne donnent lieu à aucune attribution.

3. En cas de réexpédition, l'Administration du Pays de la nouvelle destination reçoit, quelles que soient les taxes effectivement perçues par l'Administration d'émission, les quotes-parts qui lui auraient été dues si elle avait été l'Administration du Pays de première destination.

4. Exception faite des quotes-parts visées au § 1 et sous réserve des stipulations expressément prévues dans le présent Arrangement, chaque Administration garde en entier les taxes qu'elle a perçues.

#### ARTICLE 29

##### Etablissement des comptes

1. Chaque Administration de paiement établit, pour chaque Administration d'émission, un compte mensuel des sommes payées pour les mandats-cartes ou un compte mensuel du montant des listes reçues pendant le mois pour les mandats-listes; les comptes mensuels sont incorporés, périodiquement, dans un compte général qui donne lieu à la détermination d'un solde.

2. Lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en la monnaie de la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le cours moyen officiel du change dans le Pays de l'Administration débitrice pendant la période à laquelle le compte se rapporte; ce cours moyen doit être calculé uniformément à quatre décimales.

3. Le règlement des comptes peut aussi avoir lieu sur la base des comptes mensuels, sans compensation.

#### ARTICLE 30

##### Règlement des comptes

1. Sauf entente spéciale, le paiement du solde du compte général ou du montant des comptes mensuels a lieu dans la monnaie que l'Administration créancière applique au paiement des mandats.

2. Toute Administration peut entretenir auprès de l'Administration du Pays correspondant un avoir sur lequel sont prélevées les sommes dues.

3. Toute Administration qui se trouve à découvert vis-à-vis d'une autre Administration d'une somme dépassant les limites fixées par le Règlement est en droit de réclamer le versement d'un acompte.

4. En cas de non-paiement dans les délais fixés par le Règlement, les sommes dues sont productives d'un intérêt de 5% par an, à dater du jour d'expiration desdits délais jusqu'au jour du paiement.

5. Il ne peut être porté atteinte par aucune mesure unilatérale, telle que moratoire, interdiction de transfert, etc., aux dispositions du présent Arrangement et de son Règlement d'exécution relatives à l'établissement et au règlement des comptes.

#### CHAPITRE VIII

##### DISPOSITIONS DIVERSES

#### ARTICLE 31

##### Bureaux participant à l'échange

Les Administrations postales prennent toutes mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le paiement des mandats dans toutes les localités de leur Pays.

#### ARTICLE 32

##### Participation d'organismes non postaux

1. Les Pays dans lesquels le service des mandats est assuré par des organismes non postaux peuvent participer à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement.

2. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'Administration postale de leur Pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement; l'Administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les Administrations postales des autres Pays contractants et avec le Bureau international.

## ARTICLE 33

**Interdiction de droits fiscaux ou autres**

Les mandats ainsi que les acquits donnés sur les mandats ne peuvent être soumis à aucune taxe ou à aucun droit autres que ceux qui sont autorisés par le présent Arrangement.

## TITRE III

## MANDATS DE VERSEMENT

## ARTICLE 34

**Nature des mandats de versement**

L'expéditeur d'un mandat peut demander, en lieu et place du paiement en numéraire, l'inscription du montant au crédit du compte courant postal du bénéficiaire si la réglementation du Pays de destination le permet.

## ARTICLE 35

**Dispositions générales**

Sous réserve des articles 36 à 39, les mandats de versement sont soumis aux dispositions fixées pour les mandats de poste dans le présent Arrangement.

## ARTICLE 36

**Montant maximal à l'émission**

Le montant des mandats de versement est illimité. Toutefois, chaque Administration a la faculté de limiter le montant des mandats de versement que tout déposant peut ordonner soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.

## ARTICLE 37

**Taxes**

La taxe à percevoir au moment de l'émission, et que le Pays d'émission garde en entier, se compose :

- a) d'une taxe fixe maximale de
  - 20 centimes pour les mandats-cartes,
  - 40 centimes pour les mandats-listes;
- b) d'une taxe proportionnelle qui ne peut excéder  $\frac{1}{4}\%$  de la somme versée;
- c) éventuellement des taxes afférentes aux services spéciaux (demande d'avis d'inscription au crédit du compte courant postal du bénéficiaire, etc.).

## ARTICLE 38

**Avis d'inscription**

Dans les relations entre Pays dont les Administrations se sont mises d'accord, le déposant peut demander à recevoir avis de l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire. L'article 37, §§ 1 et 2, de la Convention est applicable aux avis d'inscription.

## ARTICLE 39

**Interdictions**

1. La réexpédition d'un mandat de versement à un autre Pays de destination n'est pas admise.
2. Par dérogation à l'article 12, l'endossement n'est pas admis pour les mandats de versement.

TITRE IV  
BONS POSTAUX DE VOYAGE

CHAPITRE I  
GÉNÉRALITÉS ET ÉMISSION

ARTICLE 40

**Définition. Carnets**

1. Les bons postaux de voyage sont des titres qui peuvent être émis et payés, par les Administrations postales des Pays *contractants*, sur la base des principes du présent Arrangement.
2. Ils sont réunis en carnets.

ARTICLE 41

**Monnaie. Montant maximal. Conversion**

1. Chaque bon est libellé, en monnaie du Pays de paiement, pour une somme fixe équivalant à environ 25, 50 ou 100 francs et déterminée par accord entre les Administrations postales intéressées.
2. Dans des cas spéciaux, les bons peuvent être libellés en une autre monnaie que celle du Pays de paiement, ou établis pour une somme s'écartant sensiblement de l'une ou l'autre des équivalences indiquées au § 1.
3. Le taux de conversion est le même que pour les mandats.
4. Le nombre de bons constituant un carnet est au maximum de 10; chaque carnet peut contenir des bons de différents montants.

ARTICLE 42

**Taxe**

La taxe applicable à chaque bon est fixée par l'Administration d'émission; elle ne peut dépasser  $\frac{1}{2}\%$  de la somme versée, ni être inférieure à 10 centimes.

ARTICLE 43

**Prix de vente**

L'Administration d'émission a la faculté de percevoir, en sus de la valeur des bons et en sus des taxes, une somme correspondant au coût des bons, de leurs couvertures et des travaux divers nécessités par la confection des carnets.

CHAPITRE II  
PAIEMENT DES BONS

ARTICLE 44

**Validité des titres. Remise des fonds**

1. Les bons sont valables pendant quatre mois à partir du jour de leur émission; les mois se comptent de quantième à quantième, sans égard au nombre de jours dont ils se composent.
2. Lorsque le service payeur ne dispose pas de fonds suffisants, il peut suspendre le paiement des bons jusqu'au moment où il aura pu se procurer les moyens de paiement.
3. La propriété des carnets et des bons n'est transmissible ni par voie d'endossement, ni par voie de cession; ces carnets et ces bons ne peuvent être mis en gage.

ARTICLE 45

**Opposition au paiement**

Sous réserve de l'application de la législation de leur Pays, les Administrations ne peuvent donner suite aux demandes d'opposition au paiement de bons régulièrement émis.

## CHAPITRE III

## RÉCLAMATIONS. RESPONSABILITÉ. COMPTABILITÉ

## ARTICLE 46

**Réclamations et responsabilité**

1. Aucune réclamation ne peut être introduite contre l'Administration d'émission si le carnet n'est pas produit.

2. En cas de perte d'un carnet ou de bons, le réclamant, pour obtenir le remboursement des sommes correspondantes, doit faire la preuve auprès de l'Administration d'émission qu'il a demandé la délivrance d'un carnet de bons et versé la somme totale y afférente.

3. Cette Administration peut procéder au remboursement dans un délai qui ne peut excéder de trois mois le délai de validité et après s'être assurée que les titres déclarés perdus n'ont pas été payés; le délai de trois mois est porté à six mois dans les relations avec les Pays éloignés.

4. Les Administrations ne sont pas responsables des conséquences que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux de carnets ou de bons.

## ARTICLE 47

**Attribution des taxes. Etablissement des comptes**

1. L'Administration d'émission attribue à l'Administration de paiement  $\frac{1}{4}\%$  du montant des bons payés.

2. Le compte des sommes payées au titre des bons est établi mensuellement en même temps que celui des sommes payées au titre des mandats.

## TITRE V

## DISPOSITIONS FINALES

## ARTICLE 48

**Application du présent Arrangement aux bons postaux de voyage**

Le Titre II du présent Arrangement est applicable aux bons postaux de voyage en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le Titre IV.

## ARTICLE 49

**Application de la Convention**

La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

## ARTICLE 50

**Exception à l'application de la Constitution**

L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.

## ARTICLE 51

**Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution**

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de modifications aux dispositions des articles 1 à 10, 11, § 4, 12 à 14, 15, §§ 1, 2 et 4, 16 à 18, 19, § 3, 20, § 4, 22 à 30, 33 et 48 à 52 du présent Arrangement et 102 à 106, 110, 117, 120 à 122, 125, 130 à 134, 137, § 1, et 158 de son Règlement;

- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement autres que celles qui sont mentionnées sous lettres a) et c), des articles 107 à 109, 111, 113, 116, 118, 119, 123, 124, 126, 128, 135, 138 et 139 à 145 de son Règlement;
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de la modification de l'article 20, § 2, de l'Arrangement et des autres articles du Règlement ou de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de *différend* à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la *Constitution*.

## ARTICLE 52

**Mise à exécution et durée de l'Arrangement**

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1<sup>er</sup> janvier 1966 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays *contractants* ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du Pays-siège du Congrès.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.



*Cet Arrangement a été signé au nom des Etats et des entités territoriales ci-après par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Constitution de l'Union postale universelle:*

*(Voir dans le volume 611 du Recueil des Traités des Nations Unies les signatures apposées par ces plénipotentiaires au bas de la Constitution.)*

République populaire d'Albanie  
République algérienne démocratique et populaire  
Allemagne  
Royaume de l'Arabie Saoudite  
République Argentine  
République d'Autriche  
Belgique  
Bolivie  
République populaire de Bulgarie  
Royaume du Burundi  
Royaume du Cambodge  
République fédérale du Cameroun  
République Centrafricaine  
Chili  
Chine  
République de Colombie  
République du Congo (Brazzaville)  
République du Congo (Léopoldville)  
République de Corée  
République de Costa Rica  
République de Côte d'Ivoire  
République de Cuba  
République du Dahomey  
Royaume de Danemark  
République de El Salvador  
Espagne  
Territoires espagnols de l'Afrique  
République de Finlande  
République française  
Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer  
République gabonaise  
Grèce  
République de Guinée  
République de Haute-Volta  
République populaire hongroise  
République d'Indonésie  
République d'Islande  
Italie  
Japon  
Royaume du Laos  
République libanaise

Libye  
Principauté de Liechtenstein  
Luxembourg  
République malgache  
République du Mali  
Royaume du Maroc  
Etats-Unis du Mexique  
Principauté de Monaco  
Nicaragua  
République du Niger  
Norvège  
Paraguay  
Pays-Bas  
Antilles néerlandaises et Surinam  
République populaire de Pologne  
Portugal  
République arabe unie  
République populaire roumaine  
République de Saint-Marin  
République du Sénégal  
Somalie  
République du Soudan  
Suède  
Confédération suisse  
République arabe syrienne  
République du Tchad  
République socialiste tchécoslovaque  
Thaïlande  
République togolaise  
Tunisie  
Turquie  
République orientale de l'Uruguay  
Etat de la Cité du Vatican  
République de Vénézuéla  
Viêt-Nam  
République arabe du Yémen  
République socialiste fédérative de Yougoslavie

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT  
CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE  
ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

- Art. Dispositions préliminaires
101. Renseignements à fournir par les *Administrations*  
102. Application du Règlement d'exécution de la Convention  
103. Formules à l'usage du public

DEUXIÈME PARTIE

Mandats

TITRE I

MANDATS-CARTES

CHAPITRE I

ÉMISSION. TRANSMISSION

104. Formules de mandats-cartes  
105. Etablissement des mandats-cartes  
106. Mentions interdites ou autorisées  
107. Recommandation d'office  
108. Avis de paiement demandé postérieurement à l'émission  
109. Transmission des mandats-cartes

CHAPITRE II

PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

110. Retrait. Modification d'adresse  
111. Réexpédition des mandats-cartes

CHAPITRE III

TRAITEMENTS PARTICULIERS. RÉCLAMATIONS. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

112. Mandats-cartes irréguliers  
113. Etablissement de l'avis de paiement  
114. Visa pour date  
115. Réclamations. Demandes de renseignements

## CHAPITRE IV

## Art. MANDATS-CARTES IMPAYÉS

- 116. Renvoi des mandats-cartes impayés
- 117. Autorisations de paiement
- 118. Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits avant paiement
- 119. Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits après paiement

## TITRE II

## MANDATS-LISTES

## CHAPITRE I

## DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

- 120. Dispositions communes aux mandats-listes et aux mandats-cartes

## CHAPITRE II

## ÉMISSION. TRANSMISSION

- 121. Bureaux d'échange
- 122. Transmission des mandats-listes
- 123. Listes spéciales
- 124. Services spéciaux. Mentions à porter sur les listes

## CHAPITRE III

## PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

- 125. Retrait. Modification d'adresse
- 126. Réexpédition des mandats-listes

## CHAPITRE IV

## OPÉRATIONS DANS LE PAYS DE PAIEMENT

- 127. Traitement des listes manquantes ou irrégulières
- 128. Envoi de l'avis de paiement
- 129. Renvoi des mandats-listes impayés

## TITRE III

## MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES

## CHAPITRE I

## DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

- 130. Dispositions communes

## CHAPITRE II

## ÉMISSION. TRANSMISSION

- 131. Etablissement des mandats télégraphiques
- 132. Avis d'émission
- 133. Transmission des mandats-listes télégraphiques

## CHAPITRE III

## PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

Art.

- 134. Modification d'adresse
- 135. Réexpédition des mandats télégraphiques

## CHAPITRE IV

## OPÉRATIONS DANS LE PAYS DE PAIEMENT

- 136. Traitement des mandats télégraphiques irréguliers
- 137. Paiement des mandats télégraphiques
- 138. Etablissement de l'avis de paiement
- 139. Renvoi des mandats-cartes télégraphiques impayés

## TITRE IV

## MANDATS DE VERSEMENT

- 140. *Dispositions générales*
- 141. *Etablissement des mandats de versement*
- 142. *Listes de mandats de versement*
- 143. *Mandats de versement télégraphiques*
- 144. *Mandats de versement égarés, perdus ou détruits après inscription*
- 145. *Dispositions comptables concernant les mandats de versement*

## TITRE V

## DISPOSITIONS COMPTABLES

## CHAPITRE I

## RÈGLES COMMUNES

- 146. Etablissement des comptes mensuels
- 147. Etablissement du compte général
- 148. *Modes et délais de paiement*
- 149. *Acomptes*

## CHAPITRE II

RÈGLES COMPTABLES PARTICULIÈRES AUX MANDATS-LISTES ET AUX MANDATS  
TÉLÉGRAPHIQUES

- 150. Etablissement des comptes mensuels

## TROISIÈME PARTIE

## Bons postaux de voyage

- 151. Règles générales d'émission
- 152. Formules de bons et de couvertures de carnets. Approvisionnement
- 153. Etablissement des bons
- 154. Confection et établissement des carnets
- 155. *Paiement à titre exceptionnel de bons libellés en une monnaie autre que celle du Pays où le paiement est demandé*
- 156. Bons égarés, perdus ou détruits après paiement
- 157. Etablissement des comptes

## QUATRIÈME PARTIE

## Dispositions finales

- 158. Mise à exécution et durée du Règlement

## Annexes

Formules: voir la «Liste des formules»

## RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE

Les soussignés, vu l'article 22, § 5, de la *Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964*,<sup>1</sup> ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage:

### PREMIÈRE PARTIE

#### Dispositions préliminaires

##### ARTICLE 101

#### Renseignements à fournir par les Administrations

1. Chaque Administration doit, trois mois au moins avant de mettre à exécution l'Arrangement, communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, les renseignements ci-après:

a) Service des mandats

- 1° la liste des Pays avec lesquels elle échange des mandats-cartes, des mandats-listes et des mandats de versement sur la base de l'Arrangement;
- 2° soit la liste des bureaux qu'elle autorise à émettre et à payer des mandats, soit l'avis que tous ses bureaux participent à ce service;
- 3° le cas échéant, l'avis de sa participation à l'échange des mandats télégraphiques;
- 4° le montant maximal adopté à l'émission et au paiement;
- 5° la monnaie dans laquelle doit être exprimé le montant des mandats à destination de son Pays;
- 6° la taxe appliquée aux mandats émis;
- 7° le mode d'indication de cette taxe;
- 8° le cas échéant, les taxes perçues respectivement pour le paiement à domicile, la poste restante, le visa pour date, la réclamation et l'autorisation de paiement;
- 9° la durée des délais après lesquels sa législation attribue définitivement à l'Etat le montant des mandats dont le paiement n'a pas été réclamé;
- 10° la taxe spéciale de remise des fonds par exprès (mandats télégraphiques);
- 11° sa décision en ce qui concerne la possibilité, dans son Pays, de transmettre ou non la propriété des mandats par voie d'endossement;
- 12° un exemplaire des formules de mandat qu'elle emploie, sauf si l'échange des mandats a lieu au moyen de listes;
- 13° l'orthographe, dans la langue officielle de son Pays, des nombres de 1 à 2000, à utiliser pour exprimer les sommes à inscrire sur les mandats;
- 14° la liste des Pays ne participant pas à l'Arrangement pour lesquels elle peut servir d'intermédiaire pour l'échange des mandats;
- 15° le service auquel les réclamations et les demandes de renseignements ainsi que les demandes de retrait et de modification d'adresse doivent être transmises (Administration centrale, bureau d'échange ou autre bureau spécialement désigné);

b) Service des bons postaux de voyage

- 1° la liste des Pays avec lesquels elle échange des bons postaux de voyage sur la base de l'Arrangement;
- 2° soit la liste des bureaux qu'elle autorise à émettre et à payer des bons, soit l'avis que tous ses bureaux participent au service;
- 3° le montant, en monnaie des Pays sur lesquels les bons sont tirés, de chaque bon postal de voyage;
- 4° les taxes appliquées aux bons émis.

2. Toute modification aux renseignements visés ci-dessus doit être notifiée sans retard.

3. Les Administrations doivent se communiquer directement les taux de conversion qu'elles appliquent dans leurs relations réciproques et toutes les modifications apportées à ces taux.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611.

## ARTICLE 102

**Application du Règlement d'exécution de la Convention**

Sont applicables aux mandats, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent Règlement, les dispositions du Règlement d'exécution de la Convention et, plus particulièrement, celles qui font l'objet des articles ci-après:

- a) article 137 « Avis de réception »;
- b) article 141 « Envois exprès »;
- c) articles 147 et 148 « Retrait. Modification d'adresse », complétés par les articles 110 et 125 du présent Règlement.

## ARTICLE 103

**Formules à l'usage du public**

En vue de l'application de l'article 11, § 2, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après:

- MP 1 (Mandat de poste international),  
MP 4 (Réclamation concernant un mandat de poste international),  
MP 10 (Bon postal de voyage),  
MP 11 (Carnet de bons postaux de voyage),  
MP 12 (Mandat de poste international pour libellé mécanographique),  
MP 16 (Mandat de versement international).

## DEUXIÈME PARTIE

## Mandats

## TITRE I

## MANDATS-CARTES

## CHAPITRE I

## ÉMISSION. TRANSMISSION

## ARTICLE 104

**Formules de mandats-cartes**

1. Les mandats-cartes sont établis sur une formule en carton résistant de couleur rose, conforme au modèle MP 1 ci-annexé.

2. Les Administrations qui conviennent d'accorder certaines facilités aux expéditeurs d'un nombre important de mandats peuvent les autoriser à faire usage de la formule conforme au modèle MP 12 ci-annexé.

## ARTICLE 105

**Etablissement des mandats-cartes**

1. Les mandats-cartes sont libellés en caractères latins et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvées. Les inscriptions sont faites à la main, si possible en caractères d'imprimerie, ou à la machine. Les inscriptions au crayon ne sont pas admises; toutefois, les indications de service peuvent être portées au crayon-encre. La formule MP 12 doit, à l'exception des indications de service, être remplie intégralement à la machine.

2. Le montant des mandats et le nom de l'unité monétaire doivent être indiqués en toutes lettres. Le montant est aussi indiqué en chiffres et, si cela est nécessaire, avec l'abréviation du nom de l'unité pour autant qu'elle soit usuelle et ne prête pas à confusion. Lorsque la monnaie utilisée est fondée sur le système décimal, les fractions d'unité monétaire peuvent être exprimées en chiffres seulement, mais obligatoirement en centièmes (ou millièmes) au moyen d'un nombre de deux (ou trois) chiffres dont, au besoin un zéro (ou deux zéros). Lorsque la monnaie utilisée n'est pas fondée sur le système décimal, le nombre des unités monétaires ou fractions d'unité monétaire est toujours écrit en toutes lettres tandis que leur nom peut être abrégé dans les conditions prévues pour le système décimal; dans l'indication du montant en chiffres, les unités ou fractions d'unité monétaire non mentionnées dans la somme en lettres sont remplacées par des zéros.

3. L'indication en toutes lettres du montant des mandats MP 1 et MP 12 peut être remplacée par une indication chiffrée fournie par une machine dite «à protéger les chèques» et précédée d'un signe autre qu'un chiffre ou une lettre dans les relations avec les Administrations qui acceptent le paiement de tels mandats. Dans ce cas, le montant à payer n'est indiqué qu'une seule fois dans le corps du titre. Les caractères utilisés doivent avoir des dimensions telles que ces caractères ne prêtent pas à confusion.

4. L'adresse des mandats doit être libellée de façon à déterminer nettement le bénéficiaire; les adresses abrégées et les adresses télégraphiques ne sont pas admises.

5. Les mandats de service doivent porter au recto la mention «Service des postes» ou une mention analogue.

6. Les mandats à remettre en main propre doivent porter au recto et au verso, en caractères très apparents, la mention «Ne payer qu'en main propre».

7. Les mandats avec avis de paiement doivent porter en tête du recto, en caractères très apparents, la mention «Avis de paiement» ou, lorsque l'expéditeur demande le renvoi de l'avis de paiement par voie aérienne, la mention «Avis de paiement par avion».

#### ARTICLE 106

##### Mentions interdites ou autorisées

Il est interdit de consigner sur les mandats d'autres mentions que celles que comporte la contexture des formules, à l'exception des indications de service telles que «Service des postes», «Ne payer qu'en main propre», «Avis de paiement», «Par avion», «Par exprès»; toutefois, l'expéditeur a le droit d'ajouter au verso du coupon une communication particulière ainsi qu'il est prévu à l'article 9, § 5, de l'Arrangement.

#### ARTICLE 107

##### Recommandation d'office

Les Administrations peuvent s'entendre sur le montant à partir duquel les mandats qu'elles émettent sont soumis à la recommandation d'office, à condition que ce montant ne soit pas inférieur à 250 francs.

#### ARTICLE 108

##### Avis de paiement demandé postérieurement à l'émission

1. Lorsque l'avis de paiement est demandé postérieurement à l'émission du mandat, l'article 138 du Règlement d'exécution de la Convention est applicable, en substituant toutefois la formule MP 4 à la formule C 9.

2. Le montant de la taxe perçue est représenté sur cette formule soit par des timbres-poste, soit en chiffres et en monnaie du Pays d'émission, de la manière prévue à l'article 56 de la Convention.

#### ARTICLE 109

##### Transmission des mandats-cartes

1. Sauf entente spéciale, les mandats ne sont pas transmis sous enveloppe.

2. Les mandats sont insérés dans les dépêches de la manière prescrite à l'article 154, §§ 1 à 3, ou à l'article 156, § 3, du Règlement d'exécution de la Convention suivant qu'ils sont ou ne sont pas recommandés d'office.

## CHAPITRE II

### PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

#### ARTICLE 110

##### Retrait. Modification d'adresse

1. Toute demande de retrait ou de modification d'adresse par voie postale est établie sur une formule conforme au modèle MP 4 ci-annexé.

2. Toute demande de retrait ou de modification d'adresse par voie télégraphique doit être confirmée, par le premier courrier, au moyen d'une demande postale. La formule MP 4 est revêtue en tête de la mention «Confirmation de la demande télégraphique du . . .» soulignée au crayon rouge; le bureau de paiement retient le mandat jusqu'à la réception de cette confirmation.



3. L'Administration de paiement peut toutefois, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de retrait ou de modification d'adresse sans attendre la confirmation postale.

## ARTICLE 111

**Réexpédition des mandats-cartes**

1. Le bureau qui réexpédie un mandat-carte par voie postale barre, s'il y a lieu, d'un trait de plume, les indications du montant du mandat de manière à laisser lisibles les inscriptions primitives; l'indication se trouvant sous la rubrique «Somme versée» doit rester intacte. Le montant du mandat est converti en la monnaie du Pays de nouvelle destination d'après le taux fixé pour les mandats émanant du Pays de réexpédition; le résultat de la conversion est inscrit sur le mandat, en chiffres et en toutes lettres, autant que possible au-dessus de l'indication du montant primitif. L'indication du nouveau montant est signée par l'agent de service. Le même procédé doit être suivi en cas de réexpéditions ultérieures.

2. En cas de réexpédition sur le Pays de première destination, le bureau réexpéditeur rétablit le montant primitif; si la réexpédition a lieu sur le Pays d'émission, le bureau réexpéditeur substitue, au montant indiqué, celui qui est inscrit aux indications de service sous la rubrique «Somme versée».

3. En cas de réexpédition par voie télégraphique, le bureau réexpéditeur établit un mandat télégraphique pour la somme restant après déduction des taxes postales et télégraphiques. La taxe postale est calculée sur la somme obtenue après déduction, du montant primitif, de la taxe télégraphique. La conversion en monnaie du Pays de nouvelle destination est effectuée dans les conditions prévues aux §§ 1 et 2 ci-dessus. Le mandat primitif est quittancé par le bureau réexpéditeur; il est revêtu de la mention «Réexpédié le montant de . . . à . . . sous déduction des taxes de . . . » et comptabilisé comme mandat payé. Le coupon du mandat primitif est annexé, pour être remis au bénéficiaire, à l'avis d'émission visé à l'article 132.

4. Les dispositions du § 3 ci-dessus sont applicables:

- a) aux mandats-cartes originaires d'un Pays *contractant*, réexpédiés sur un autre Pays *contractant* avec lequel le Pays d'émission n'entretient pas d'échange de mandats, ou lorsque l'échange est effectué au moyen de listes;
- b) aux mandats-cartes réexpédiés sur un Pays *qui n'est pas partie* à l'Arrangement;
- c) aux mandats-cartes originaires d'un Pays non *contractant* réexpédiés sur un Pays *contractant*.

5. Les demandes de réexpédition sont enregistrées, pour mémoire, par le bureau de première destination et, le cas échéant, par les bureaux destinataires ultérieurs. Le bureau qui opère la réexpédition en donne avis au bureau d'émission.

## CHAPITRE III

## TRAITEMENTS PARTICULIERS. RÉCLAMATIONS. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

## ARTICLE 112

**Mandats-cartes irréguliers**

1. A moins que le bénéficiaire, dûment avisé, ne demande l'application des §§ 3 et 4 ci-après, est renvoyé au bureau d'émission le plus tôt possible et sous enveloppe, *accompagné d'une formule conforme au modèle MP 14 ci-annexé* pour être régularisé, tout mandat-carte qui présente l'une des irrégularités suivantes:

- a) indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou du domicile du bénéficiaire;
- b) différences ou omissions de noms ou de sommes;
- c) *dépassement du montant maximal convenu entre les Administrations intéressées, dû à une erreur évidente dans le taux de conversion;*
- d) ratures ou surcharges dans les inscriptions;
- e) omission de timbres, de signatures ou d'autres indications de service;
- f) indication du montant à payer dans une monnaie autre que celle qui est admise ou omission de la désignation de l'unité monétaire;
- g) erreur évidente dans le rapport entre la monnaie du Pays d'émission et celle du Pays de paiement, rapport que le bureau de paiement n'est cependant pas tenu de vérifier;
- h) emploi de formules non réglementaires.

2. Toutefois, dans ses rapports avec les Pays éloignés, l'Administration de paiement peut payer les mandats dont le montant est indiqué dans une monnaie autre que celle qui est admise, à condition d'être en mesure d'en effectuer la conversion au taux dont se sert l'Administration d'émission et d'en aviser immédiatement cette dernière. Les risques résultant d'une conversion erronée sont à la charge de l'Administration l'ayant effectuée.

3. Les irrégularités qui empêchent le paiement d'un mandat-carte et qui, manifestement, sont imputables au bureau d'émission peuvent être redressées, au choix du bureau de paiement, par la voie aérienne ou télégraphique, sans frais pour le bénéficiaire. Les irrégularités imputables à l'expéditeur ou qui paraissent devoir lui être attribuées peuvent, à la demande du bénéficiaire, être régularisées également par la voie aérienne ou télégraphique; à cet effet, la demande de régularisation est adressée au bureau d'émission, par avion ou par télégramme et aux frais du bénéficiaire; ces frais lui sont remboursés s'il est établi que l'erreur est due à une faute de service.

4. Lorsque la rectification de l'irrégularité est demandée par télégramme, le mandat irrégulier est conservé par le bureau de paiement qui procède à la régularisation dès réception du télégramme rectificatif et qui joint ce télégramme au mandat.

5. A la réception d'une demande de régularisation par avion ou par télégramme, le bureau d'émission vérifie si l'irrégularité provient d'une erreur imputable au service; dans l'affirmative, il la rectifie sur-le-champ par la voie aérienne ou télégraphique. Dans le cas contraire, il prévient l'expéditeur qui est alors autorisé à redresser l'irrégularité, par la voie aérienne ou télégraphique et à ses frais.

#### ARTICLE 113

##### Etablissement de l'avis de paiement

Les Administrations dont la réglementation ne permet pas l'emploi de la formule jointe par l'Administration d'émission sont autorisées à établir l'avis de paiement sur une formule de leur propre service.

#### ARTICLE 114

##### Visa pour date

Le visa pour date doit être inscrit sur le mandat même.

#### ARTICLE 115

##### Réclamations. Demandes de renseignements

1. Toute réclamation ou demande de renseignements concernant un mandat-carte est établi sur une formule MP 4 et transmise, en règle générale, par le bureau d'émission, directement au bureau de paiement. Une seule formule peut être utilisée pour plusieurs mandats émis simultanément à la demande d'un même expéditeur et au profit du même bénéficiaire. Les réclamations sont transmises d'office et toujours par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) dans les conditions prévues à l'article 35, de la Convention.

2. Lorsque le bureau de paiement est en état de fournir des renseignements définitifs sur le sort du titre, il renvoie la formule, complétée suivant le résultat des recherches, au bureau qui a reçu la réclamation. En cas de recherches infructueuses ou de paiement contesté, la formule est transmise à l'Administration d'émission par l'intermédiaire de l'Administration de paiement qui joint, si possible, une déclaration du bénéficiaire attestant qu'il n'a pas reçu le montant du mandat.

3. Lorsqu'une réclamation ou une demande de renseignements est déposée dans un Pays autre que le Pays d'émission ou le Pays de paiement, la formule MP 4 est transmise à l'Administration d'émission, accompagnée du récépissé; les délais prescrits par l'article 35, §§ 1 et 2, de la Convention sont applicables.

### CHAPITRE IV

#### MANDATS-CARTES IMPAYÉS

#### ARTICLE 116

##### Renvoi des mandats-cartes impayés

1. Les mandats qui n'ont pu être payés aux bénéficiaires pour une cause quelconque sont renvoyés directement au bureau d'émission; préalablement, le bureau de paiement les enregistre, les frappe du timbre ou les munit de l'étiquette dont l'usage est prescrit par l'article 146, §§ 1 à 3, du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Toutefois, les mandats créés dans les conditions prévues à l'article 111, §§ 3 et 4, doivent être transmis à l'Administration qui les a établis. Celle-ci en met le montant à la disposition de l'Administration dont émane le titre original soit au moyen d'un nouveau mandat en franchise de taxe, soit par voie de déduction au compte mensuel des mandats payés.

## ARTICLE 117

**Autorisations de paiement**

Les autorisations de paiement sont établies sur une formule de couleur rose conforme au modèle MP 13 ci-annexé.

## ARTICLE 118

**Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits avant paiement**

1. Avant de délivrer une autorisation de paiement concernant un mandat égaré, perdu ou détruit avant paiement, l'Administration d'émission doit s'assurer en accord avec l'Administration de paiement que le mandat n'a été ni payé, ni remboursé, ni réexpédié; toutes précautions doivent également être prises pour qu'il ne soit pas payé ultérieurement.

2. Lorsque l'expéditeur et le bénéficiaire demandent simultanément, l'un le remboursement, l'autre le paiement du mandat, l'autorisation de paiement est établie au profit du premier.

3. A l'appui de sa demande de remboursement, l'expéditeur doit produire le récépissé de dépôt du titre égaré, perdu ou détruit.

4. Lorsque l'Administration de paiement déclare qu'un mandat ne lui est pas parvenu, l'Administration d'émission peut délivrer une autorisation de paiement, à condition que le mandat litigieux ne figure dans aucun des comptes mensuels se rapportant à la période de validité du mandat; toutefois, si aucune réponse n'a été obtenue de l'Administration de paiement dans le délai prévu à l'article 26, §§ 1 et 2, de l'Arrangement, pour le désintéressement du réclamant et si le titre ne figure sur aucun des comptes mensuels reçus à l'expiration de ce délai, l'Administration d'émission est autorisée à procéder au remboursement des fonds; notification en est adressée, sous pli recommandé, à l'Administration de paiement et le mandat, réputé désormais comme définitivement perdu, ne peut être ultérieurement porté en compte.

## ARTICLE 119

**Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits après paiement**

Tout mandat égaré, perdu ou détruit après paiement peut être remplacé par l'Administration de paiement par un nouveau titre établi sur une formule MP 1. Cette formule doit porter toutes les indications utiles du titre original et être revêtue de la mention «Titre établi en remplacement d'un mandat égaré (perdu ou détruit) après paiement» ainsi que d'une empreinte du timbre à date. Une déclaration signée par le bénéficiaire attestant qu'il a reçu les fonds est annexée au titre de remplacement et tient lieu d'acquit.

## TITRE II

## MANDATS-LISTES

## CHAPITRE I

## DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

## ARTICLE 120

**Dispositions communes aux mandats-listes et aux mandats-cartes**

Sont applicables aux mandats-listes *les articles* ci-après du présent Règlement:

- a) *article 106 «Mentions interdites ou autorisées»;*
- b) *article 108 «Avis de paiement demandé postérieurement à l'émission»;*
- c) *article 110 «Retrait. Modification d'adresse», complété par les dispositions de l'article 125;*
- d) *article 115 «Réclamations. Demandes de renseignements».*

## CHAPITRE II

## ÉMISSION. TRANSMISSION

## ARTICLE 121

**Bureaux d'échange**

L'échange des mandats-listes a lieu exclusivement par l'intermédiaire de bureaux dits « bureaux d'échange » désignés par l'Administration de chacun des Pays *contractants*.

## ARTICLE 122

**Transmission des mandats-listes**

1. La transmission des mandats-listes entre le bureau d'émission et le bureau d'échange du Pays d'émission ou entre le bureau d'échange du Pays de paiement et le bureau de paiement s'effectue au moyen de formules que chacune des Administrations intéressées détermine selon ses propres convenances.

2. Entre bureaux d'échange de Pays différents, la transmission s'effectue selon les règles ci-après :

- a) chaque bureau d'échange *établit*, journellement ou à des dates convenues, des listes conformes au modèle MP 2 ci-annexé, récapitulant les mandats déposés dans son Pays pour être payés dans un autre;
- b) tout mandat inscrit sur une liste porte un numéro d'ordre appelé numéro international; ce numéro est attribué d'après une série annuelle commençant, selon accord entre les Administrations intéressées, le 1<sup>er</sup> janvier ou le 1<sup>er</sup> juillet; lorsque le numérotage change, la première liste qui suit doit porter, outre le numéro de la série, le dernier numéro de la série précédente;
- c) les listes sont elles-mêmes numérotées, suivant la suite naturelle des nombres, à partir du 1<sup>er</sup> janvier ou du 1<sup>er</sup> juillet de chaque année;
- d) les listes sont transmises *en franchise de port*, au bureau d'échange correspondant par *la voie la plus rapide (aérienne ou de surface)* et, sauf *entente spéciale*, sans être accompagnées des mandats établis par les bureaux d'émission;
- e) le bureau d'échange correspondant accuse réception de chaque liste par une mention appropriée portée sur la première liste à expédier dans le sens opposé.

3. Les Administrations intéressées peuvent convenir de limiter la description des mandats sur la liste MP 2 à l'indication dans la colonne 11 du montant des mandats transmis. Dans ce cas, le Pays d'émission annexe à la liste les formules utilisées pour la transmission des mandats entre le bureau d'émission et son propre bureau d'échange ou toute autre formule que les Administrations conviennent d'adopter.

## ARTICLE 123

**Listes spéciales**

Une liste MP 2 spéciale doit être établie pour chacune des catégories suivantes de mandats :

- a) mandats en franchise visés tant à l'article 8 de la Convention qu'à l'article 7 de l'Arrangement; la liste doit porter, en tête, les mots « Mandats exempts de taxe »;
- b) mandats dont l'expéditeur a demandé l'acheminement par voie *aérienne*; la liste doit porter la mention « Mandats par avion » et doit être acheminée par le premier courrier aérien.

## ARTICLE 124

**Services spéciaux. Mentions à porter sur les listes**

1. Lorsque l'expéditeur du mandat demande la remise par exprès, la mention « Exprès » est portée sur la liste MP 2 dans la colonne « Observations », en regard de l'inscription correspondante.

2. Lorsque l'expéditeur d'un mandat demande un avis de paiement, la mention « AP » est portée sur la liste MP 2, dans la colonne « Observations », en regard de l'inscription relative au mandat; cette annotation est complétée par la mention « Par avion » lorsque l'expéditeur demande l'utilisation de la voie aérienne pour le renvoi de l'avis de paiement.

3. Lorsque l'expéditeur d'un mandat demande le paiement en main propre, la mention « Ne payer qu'en main propre » est portée sur la liste MP 2, dans la colonne « Observations », en regard de l'inscription relative au mandat.

## CHAPITRE III

## PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

## ARTICLE 125

**Retrait. Modification d'adresse**

Par dérogation à l'article 147 du Règlement d'exécution de la Convention, les demandes de retrait ou de modification d'adresse MP 4 relatives aux mandats-listes sont envoyées au bureau d'échange du Pays de paiement par l'intermédiaire du bureau d'échange du Pays d'émission.

## ARTICLE 126

**Réexpédition des mandats-listes**

Tout mandat-liste réexpédié sur un autre Pays est quittancé par le bureau réexpéditeur. Le cas échéant, la somme est convertie, après déduction des taxes, en monnaie du Pays de nouvelle destination et un nouveau mandat est établi.

## CHAPITRE IV

## OPÉRATIONS DANS LE PAYS DE PAIEMENT

## ARTICLE 127

**Traitement des listes manquantes ou irrégulières**

1. Si une liste manque, elle est réclamée immédiatement par le bureau d'échange qui en constate l'absence. Le bureau d'échange du Pays d'émission envoie sans délai, *par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface)*, au bureau d'échange qui l'a réclamée, un duplicata de la liste manquante.

2. Les listes sont vérifiées soigneusement par le bureau d'échange du Pays de paiement qui les rectifie d'office si elles contiennent des erreurs de peu d'importance. Le bureau d'échange du Pays d'émission est informé de ces corrections au moment où le bureau d'échange du Pays de paiement lui accuse réception de la liste.

3. Lorsque les listes contiennent des irrégularités dignes d'être signalées, le bureau d'échange du Pays de paiement demande des explications au bureau d'échange du Pays d'émission qui doit répondre dans le plus bref délai; en attendant, le paiement des mandats faisant l'objet de la demande est suspendu. Les demandes d'explications et les réponses y relatives sont échangées, autant que possible, par avion.

## ARTICLE 128

**Envoi de l'avis de paiement**

L'avis de paiement, établi par le bureau de paiement sur une formule C 5, est envoyé directement à l'expéditeur du mandat.

## ARTICLE 129

**Renvoi des mandats-listes impayés**

1. Sont renvoyés, au bureau d'échange, par la voie d'une inscription dans la prochaine liste MP 2, comme s'il s'agissait d'un mandat expédié du Pays de paiement vers le Pays d'émission:

- a) les mandats visés à l'article 19 de l'Arrangement;
- b) les mandats ayant fait l'objet d'une demande de retrait.

2. Une mention appropriée, suivie du numéro international et de la description sommaire du mandat primitif, est portée dans la colonne « Observations », en regard de l'inscription.

TITRE III  
MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES

CHAPITRE I  
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 130

**Dispositions communes**

Sont applicables aux mandats télégraphiques, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le Titre III du présent Règlement, les dispositions relatives aux mandats-cartes et aux mandats-listes.

CHAPITRE II  
ÉMISSION, TRANSMISSION

ARTICLE 131

**Etablissement des mandats télégraphiques**

1. Les mandats télégraphiques sont établis par le bureau de poste d'émission et donnent lieu à l'envoi de télégrammes-mandats adressés directement au bureau de poste de paiement. Les télégrammes-mandats sont rédigés en français sauf *entente spéciale* et libellés invariablement dans l'ordre indiqué ci-après:

- Indications de service taxées (s'il y a lieu),
- Avis paiement (s'il y a lieu),
- Avis paiement avion (s'il y a lieu),
- Paiement main propre (s'il y a lieu),
- Mandat . . . (N° postal d'émission),
- Nom du bureau de poste de paiement,
- Nom de l'expéditeur,
- Montant de la somme à payer,
- Désignation exacte du bénéficiaire, de sa résidence et, si possible, de son domicile, de façon que l'ayant droit soit nettement déterminé,
- Communication particulière (le cas échéant).

2. Lorsque plusieurs mandats télégraphiques sont émis simultanément par le même expéditeur au nom d'un même bénéficiaire, un seul télégramme-mandat peut être envoyé si l'Administration de destination l'admet; dans ce cas, le numéro d'émission est indiqué de la manière suivante: «Mandats 201–203» et la somme globale à payer comporte le détail du montant de chaque mandat.

3. En cas d'émission d'un mandat télégraphique soit par un bureau de poste d'une localité non dotée de service télégraphique, soit par un bureau non chargé du service télégraphique et situé dans une localité pourvue de plusieurs bureaux de poste, le nom du bureau d'émission doit être indiqué, immédiatement après le numéro postal d'émission, de la manière suivante: «Mandat . . . de . . . pour . . .».

4. Lorsque la localité où se trouve le bureau de poste de paiement n'est pas pourvue d'un bureau télégraphique, le télégramme-mandat doit porter l'indication du bureau de poste de paiement et celle du bureau télégraphique qui le dessert. Lorsqu'il y a doute quant à l'existence d'un bureau télégraphique dans la localité de paiement ou lorsque le bureau télégraphique qui la dessert ne peut être indiqué, le télégramme-mandat doit porter soit le nom de la subdivision territoriale, soit celui du Pays de paiement, soit ces deux indications ou toute autre précision jugée suffisante pour l'acheminement du télégramme-mandat.

5. La somme est exprimée de la façon suivante: nombre entier d'unités monétaires en chiffres puis en toutes lettres, nom de l'unité monétaire et, le cas échéant, fraction d'unité en chiffres.

6. Le nom patronymique d'un bénéficiaire féminin, même s'il est accompagné d'un prénom, doit être précédé de l'un des mots «Madame» ou «Mademoiselle», à moins que cette indication ne fasse double emploi avec celle d'une qualité, d'un titre, d'une fonction ou d'une profession permettant de déterminer nettement l'ayant droit; ni l'expéditeur ni le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

7. Le nom de la résidence du bénéficiaire peut être omis s'il est le même que celui du bureau de paiement. Quand les mandats télégraphiques sont adressés « poste restante » ou « télégraphe restant », les télégrammes-mandats doivent porter l'indication de service taxée correspondante, à l'exclusion de toute autre mention équivalente.

## ARTICLE 132

**Avis d'émission**

1. Tout mandat télégraphique donne lieu à l'établissement, par le bureau d'émission, d'un avis d'émission confirmatif conforme au modèle MP 3 ci-annexé.

2. Il est interdit d'apposer des timbres-poste ou des empreintes d'affranchissement sur cet avis.

3. L'avis d'émission est adressé scus enveloppe et par le *premier* courrier, autant que possible par avion :

- a) directement au bureau de paiement, s'il s'agit d'un mandat-carte télégraphique;
- b) au bureau d'échange du Pays d'émission, s'il s'agit d'un mandat-liste télégraphique.

## ARTICLE 133

**Transmission des mandats-listes télégraphiques**

1. Les mandats-listes télégraphiques sont transmis directement par le bureau de poste d'émission au bureau de poste de paiement sans passer par l'intermédiaire des bureaux d'échange.

2. Les mandats-listes télégraphiques donnent lieu à l'établissement d'une liste MP 2 spéciale qui porte en tête la mention « Mandats télégraphiques ».

3. Les bureaux d'échange peuvent attribuer aux mandats-listes télégraphiques décrits sur les listes spéciales de l'espèce un numéro international d'une série propre aux mandats télégraphiques.

## CHAPITRE III

## PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

## ARTICLE 134

**Modification d'adresse**

1. Sauf lorsqu'il s'agit d'une simple correction d'adresse prévue à l'article 26, § 6, de la Convention, le bureau de paiement d'un mandat télégraphique doit être en possession de l'avis d'émission avant de donner suite à une demande de modification d'adresse.

2. Toutefois, l'Administration de paiement peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de modification d'adresse sans attendre ni la confirmation postale ni l'avis d'émission.

## ARTICLE 135

**Réexpédition des mandats télégraphiques**

1. La réexpédition (par voie postale ou par voie télégraphique) d'un mandat télégraphique est effectuée sans qu'il y ait lieu d'attendre l'avis d'émission.

2. En cas de réexpédition postale sur le Pays d'émission avant l'arrivée de l'avis d'émission, le bureau réexpéditeur se borne à modifier l'adresse du bénéficiaire et barre, d'un trait de plume, les indications du montant. Le mandat est transmis sous enveloppe au bureau de la nouvelle destination; il en est de même de l'avis d'émission dès son arrivée au bureau réexpéditeur.

## CHAPITRE IV

## OPÉRATIONS DANS LE PAYS DE PAIEMENT

## ARTICLE 136

**Traitement des mandats télégraphiques irréguliers**

1. Tout mandat télégraphique dont le paiement ne peut être effectué par suite d'adresse insuffisante ou inexacte, ou pour une autre cause non attribuable au bénéficiaire, donne lieu à l'envoi au bureau d'émission d'un avis de service télégraphique indiquant la cause du non-paiement.

2. A la réception d'une demande de régularisation par avis de service télégraphique, le bureau d'émission procède comme il est indiqué à l'article 112, § 5.

3. Tout mandat télégraphique dont l'irrégularité n'a pas été redressée dans un délai normal par la voie aérienne ou télégraphique est régularisé dans la forme prescrite pour les mandats de poste.

#### ARTICLE 137

##### **Païement des mandats télégraphiques**

1. Les mandats télégraphiques sont mis en paiement dès réception et sans attendre l'avis d'émission; celui-ci est rattaché ultérieurement, si possible, au mandat acquitté par le bénéficiaire.

2. Les mandats télégraphiques dont l'avis d'émission parvient au bureau de paiement avant le télégramme-mandat ne doivent pas être payés au vu du seul avis d'émission; dans ce cas, il y a lieu de réclamer le télégramme-mandat au moyen d'un avis de service télégraphique. Les avis d'émission qui ne seraient pas parvenus au bureau de paiement par le premier courrier après la date du mandat sont réclamés au moyen d'un bulletin de vérification conforme au modèle C 14 annexé au Règlement d'exécution de la Convention.

3. Les mandats-listes télégraphiques pour lesquels le bureau de paiement n'a pas reçu de télégramme-mandat ne peuvent être payés qu'après réception d'une ampliation de ce télégramme-mandat, réclamée par avis de service télégraphique.

4. Les mandats-listes télégraphiques pour lesquels le bureau d'échange du Pays de paiement n'a pas reçu, dans un délai normal, une liste MP 2 font l'objet de demandes d'explications adressées au bureau d'échange du Pays d'émission qui doit répondre dans le plus bref délai. En cas de non-réponse dans un délai raisonnable, les mandats-listes télégraphiques effectivement payés peuvent être ajoutés d'office à la première liste MP 2 reçue de l'Administration d'émission; si la liste MP 2 manquante parvient après cette inscription d'office, elle est annulée ou rectifiée par le bureau d'échange qui la reçoit.

#### ARTICLE 138

##### **Etablissement de l'avis de paiement**

Le soin d'établir un avis de paiement pour un mandat télégraphique incombe au bureau de paiement qui le fait parvenir au bureau d'émission immédiatement après le paiement et sans attendre l'avis d'émission.

#### ARTICLE 139

##### **Renvoi des mandats-cartes télégraphiques impayés**

1. Les mandats-cartes télégraphiques qui n'ont pu être payés aux bénéficiaires pour une cause quelconque sont soumis aux dispositions de l'article 116.

2. Ils doivent être renvoyés sous enveloppe, accompagnés des avis d'émission y relatifs.

### TITRE IV

#### MANDATS DE VERSEMENT

#### ARTICLE 140

##### **Dispositions générales**

*Sous réserve de ce qui est expressément prévu dans ce Titre, les mandats de versement sont soumis aux dispositions régissant les mandats, quel que soit le mode de transmission, par la voie postale ou par la voie télégraphique, qu'il s'agisse du système-carte ou du système-liste.*

#### ARTICLE 141

##### **Etablissement des mandats de versement**

1. Les mandats de versement sont établis sur une formule en carton résistant de couleur jaune conforme au modèle MP 16 ci-annexé.

2. L'adresse des mandats de versement comporte le nom patronymique ou la raison sociale du bénéficiaire, le numéro de son compte courant postal précédé des mots « compte courant postal » ou de l'abréviation « CCP » et de la désignation du bureau de chèques postaux détenteur du compte courant postal du bénéficiaire.



## ARTICLE 142

**Listes de mandats de versement**

1. Les mandats de versement, dans le système-liste, sont transmis au moyen d'une liste spéciale MP 2 qui doit être intitulée «Mandats de versement».

2. Lorsque l'expéditeur d'un mandat de versement demande un avis d'inscription au crédit du compte courant postal du bénéficiaire, la mention «A1» est portée sur la liste MP 2 dans la colonne «Observations» en regard de l'inscription relative au mandat.

## ARTICLE 143

**Mandats de versement télégraphiques**

Les mandats de versement télégraphiques sont établis conformément à l'article 131. Ils donnent lieu à l'envoi de télégrammes-mandats adressés directement au bureau de chèques postaux qui tient le compte courant postal du bénéficiaire. Les télégrammes-mandats sont rédigés en français sauf entente spéciale et libellés invariablement dans l'ordre ci-après :

- Indications de service taxées (s'il y a lieu),
- Avis inscription (s'il y a lieu),
- Avis inscription avion (s'il y a lieu),
- Mandat . . . (N° postal d'émission),
- Nom du bureau de chèques postaux de destination,
- Nom de l'expéditeur,
- Montant de la somme à porter au crédit du compte courant postal du bénéficiaire,
- Désignation exacte du bénéficiaire et du numéro de son compte courant postal précédé des initiales CCP,
- Communication particulière (le cas échéant).

## ARTICLE 144

**Mandats de versement égarés, perdus ou détruits après inscription**

Tout mandat de versement égaré, perdu ou détruit après inscription du montant au crédit d'un compte courant postal peut être remplacé par l'Administration de destination par un nouveau titre établi sur une formule MP 16 portant les indications prescrites à l'article 119 et précisant au verso la date d'inscription au crédit du compte courant postal du bénéficiaire.

## ARTICLE 145

**Dispositions comptables concernant les mandats de versement**

Sauf entente spéciale, les mandats de versement sont décrits sur une liste MP 6 spéciale et incorporés dans le compte mensuel des mandats.

## TITRE V

## DISPOSITIONS COMPTABLES

## CHAPITRE I

## RÈGLES COMMUNES

## ARTICLE 146

**Etablissement des comptes mensuels**

1. Chaque Administration de paiement établit à la fin de chaque mois, pour chacune des Administrations dont elle a reçu des mandats, un compte mensuel conforme au modèle MP 5 ci-annexé s'il s'agit de mandats-cartes ou un compte mensuel conforme au modèle MP 15 ci-annexé s'il s'agit de mandats-listes. Elle récapitule sur ce compte tous les mandats payés par ses propres bureaux, pour le compte de l'Administration correspondante, pendant le mois précédent. La récapitulation est faite en respectant :

- a) l'ordre chronologique des mois d'émission ;
- b) l'ordre alphabétique des bureaux d'émission ;
- c) pour chaque bureau d'émission, l'ordre numérique des mandats.

2. En cas de besoin, les mandats payés sont récapitulés sur une liste spéciale conforme au modèle MP 6 ci-annexé qui est jointe au compte mensuel établi, dans ce cas, sur une formule conforme au modèle MP 7 ci-annexé.

3. L'Administration de paiement inscrit également sur ce compte :

- a) le montant des quotes-parts qui lui reviennent en vertu de l'article 28 de l'Arrangement;
- b) le cas échéant, le montant des remboursements visés par l'article 27 et celui des intérêts prévus aux articles 27 et 30 de l'Arrangement.

4. Les autorisations de paiement acquittées sont traitées comme des mandats et décrites sur le compte MP 5 ou, éventuellement, sur la liste MP 6 dans les mêmes conditions que s'il s'agissait des titres eux-mêmes.

5. Le compte mensuel est transmis à l'Administration débitrice, avant la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte, accompagné des pièces à l'appui (mandats et autorisations de paiement quittancés). *Lorsque, pour un motif quelconque, le compte mensuel ne peut être transmis en temps opportun, l'Administration débitrice doit être informée, dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai précité, de la date d'envoi présumée du compte dont il s'agit. L'information doit être donnée par la voie télégraphique.*

6. A défaut de titres payés (mandats, autorisations de paiement), un compte mensuel négatif est adressé à l'Administration correspondante.

7. Les différences constatées par l'Administration débitrice dans les comptes mensuels sont reprises dans le premier compte mensuel à établir; elles sont négligées si le montant n'en excède pas 50 centimes par compte.

#### ARTICLE 147

##### **Etablissement du compte général**

1. Le compte général est établi sur une formule conforme au modèle MP 8 ci-annexé par l'Administration créancière immédiatement après la réception des comptes mensuels avant même d'avoir procédé à la vérification de détail de ces comptes.

2. Il doit être arrêté dans un délai de deux mois après l'expiration du mois auquel il se rapporte; ce délai est de quatre mois dans les relations avec les Pays éloignés.

3. Les Administrations peuvent s'entendre en vue d'établir le compte général par trimestre, par semestre ou par année.

#### ARTICLE 148

##### **Modes et délais de paiement**

1. Sauf entente spéciale, le solde du compte général ou les totaux des comptes mensuels sont réglés en monnaie du Pays créancier, sans aucune perte pour ce dernier;

- a) soit au moyen de chèques ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du Pays créancier ou au moyen de virements postaux;
- b) soit par prélèvement sur des provisions éventuelles constituées en vertu de l'article 30 de l'Arrangement.

2. Les frais de paiement sont supportés par l'Administration débitrice, à l'exception des frais extraordinaires, tels les frais de clearing, imposés par le Pays créancier.

3. Le paiement doit être effectué au plus tard quinze jours après réception du compte général ou après réception du compte mensuel, si les règlements s'opèrent sur la base de ce compte; ce délai est d'un mois pour les Pays éloignés.

4. En cas de désaccord entre les deux Administrations sur le montant de la somme à payer, seul le paiement de la partie contestée peut être différé; l'Administration débitrice doit notifier à l'Administration créancière, dans les délais prévus au § 3, les raisons de la contestation.

#### ARTICLE 149

##### **Acomptes**

1. Toute Administration qui se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme dépassant 30 000 francs par mois a le droit de réclamer le versement d'un acompte pendant le mois où les mandats sont émis. La partie du solde mensuel moyen qui n'est pas couverte par l'acompte ne doit pas être supérieure à 30 000 francs. Le solde mensuel moyen est calculé sur la base des trois derniers comptes mensuels acceptés. L'Administration débitrice doit payer l'acompte réclamé au plus tard le quinzième jour du mois d'émission des mandats, à moins qu'elle ne puisse invoquer, à bon escient, que la moyenne des trois derniers mois révolus ne correspond plus à l'importance réelle du trafic des mandats; en cas de non-paiement dans le délai précité, les dispositions de l'article 30 de l'Arrangement sont applicables.

2. Lorsque la somme versée à titre d'acompte est supérieure au solde réel de la période considérée, la différence est reprise dans le compte suivant ou, le cas échéant, portée à l'avoir prévu à l'article 148, § 1, lettre b).

## CHAPITRE II

### RÈGLES COMPTABLES PARTICULIÈRES AUX MANDATS-LISTES ET AUX MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES

#### ARTICLE 150

##### Etablissement des comptes mensuels

Les mandats-listes et les mandats télégraphiques sont soumis aux dispositions comptables spéciales ci-après :

a) Mandats-listes

- 1° les Administrations récapitulent, sur le compte mensuel, les totaux des listes reçues au cours du mois;
- 2° le compte mensuel est transmis à l'Administration débitrice dès réception de la dernière liste du mois auquel il se rapporte;
- 3° les Administrations peuvent, d'un commun accord, renoncer à l'établissement de comptes mensuels et régler le montant de chaque liste au moyen d'un chèque ou d'une traite, à joindre à cette liste;

b) Mandats télégraphiques

- 1° les mandats télégraphiques sont récapitulés, selon le cas, avec les mandats-cartes ou avec les mandats-listes;
- 2° les mandats télégraphiques accompagnés, autant que possible, par les avis d'émission correspondants, sont joints au compte mensuel; les avis d'émission qui parviennent à l'Administration de paiement après l'envoi du compte sur lequel sont décrits les mandats télégraphiques auxquels ils se rapportent sont renvoyés, à l'Administration d'émission, annexés à l'un des comptes suivants;
- 3° les dispositions de la lettre b), chiffre 2°, ne s'appliquent pas aux mandats-listes télégraphiques.

## TROISIÈME PARTIE

### Bons postaux de voyage

#### ARTICLE 151

##### Règles générales d'émission

Sous réserve des particularités ci-après, les dispositions générales relatives à l'émission des mandats sont applicables à l'établissement des bons et des couvertures de carnets.

#### ARTICLE 152

##### Formules de bons et de couvertures de carnets. Approvisionnement

1. Les bons postaux de voyage sont établis sur des formules conformes au modèle MP 10 ci-annexé; confectionnés sur papier blanc, ils comportent un filigrane ombré représentant une tête allégorique de deux centimètres de hauteur environ. Une bande blanche de trois centimètres et demi de large est ménagée sur le côté gauche de la formule. Dans le haut de cette bande est situé le filigrane; au centre est appliqué un timbre sec en relief, le même pour tous les Pays, et qui représente une tête de Mercure; la partie inférieure de cette bande est réservée à l'empreinte du timbre sec que le service qui délivre les bons doit appliquer conformément à l'article 153. A l'exception de la bande blanche, la formule est revêtue d'un fond de sécurité constitué par l'impression très nette, en trois couleurs, d'une allégorie composée de quelques larges motifs comportant des modelés. L'indication « Bon postal de voyage » est imprimée en même temps que le fond de sécurité et dans les mêmes couleurs. Il est fait usage de teintes nettement différentes pour les bons de chacune des trois valeurs prévues à l'article 41 de l'Arrangement.

2. Chaque bon porte les mentions suivantes, imprimées au recto :

- a) le numéro d'une série allant de 1 à 100 000;
- b) le nom du Pays d'émission;
- c) la valeur du bon suivie du nom de la monnaie dans laquelle il est établi;
- d) le nom du Pays dans lequel il est payable exclusivement.

3. Les bons vendus au public sont réunis et brochés en carnet sous couverture de couleur bleu clair, conforme au modèle MP 11 ci-annexé. Le nom du Pays d'émission et le nom du Pays de paiement sont imprimés au recto.

4. Les Administrations sont approvisionnées en bons et en couvertures de carnets par le Bureau international qui en assure l'impression.

#### ARTICLE 153

##### Etablissement des bons

1. Lors de l'émission, les bons sont revêtus, dans la bande blanche ménagée au recto et à l'emplacement prévu à cet effet, de l'empreinte d'un timbre sec en relief, spécial au service qui les émet. *Le premier et le dernier jour de validité doivent de plus être indiqués sur les bons, à la main, à la machine à écrire ou au moyen d'un timbre. Les Administrations peuvent convenir d'authentifier les bons au moyen de l'empreinte du timbre humide utilisé pour l'émission des mandats de poste.*

2. Les Administrations peuvent convenir d'indiquer, au moyen d'un gaufrage spécial, le nom du service émetteur.

#### ARTICLE 154

##### Confection et établissement des carnets

1. Les bons sont classés dans les carnets dans l'ordre numérique.

2. Le bureau qui émet un carnet indique sur la couverture, à l'emplacement réservé à cet effet, *le premier et le dernier jour de validité des bons. Il porte également sur les filets de cette couverture le nombre des bons émis ainsi que les numéros du premier et du dernier de ces bons; le nom du Pays de paiement est indiqué d'une manière apparente sur le carnet et sur les bons aux emplacements prévus.*

3. Les inscriptions doivent être faites à la main, à la machine à écrire ou au moyen d'un procédé mécanique d'impression.

4. L'empreinte du timbre sec en relief ou du timbre humide mentionnés à l'article 153, § 1, doit être apposée sur la couverture et à l'endroit prévu à cet effet, lors de l'établissement du carnet.

#### ARTICLE 155

##### **Paiement à titre exceptionnel de bons libellés en une monnaie autre que celle du Pays où le paiement est demandé**

1. Lorsque, par suite de circonstances exceptionnelles et dans les relations avec les Pays qui en ont préalablement convenu, le bénéficiaire est conduit à demander le paiement de ses bons dans un Pays autre que le Pays de paiement primitivement indiqué sur les bons, le montant à payer pour chaque bon en monnaie du Pays où le paiement est sollicité, est demandé au bureau d'émission, aux frais du bénéficiaire, par télégramme ou par avion.

2. Le bureau qui effectue le paiement indique au recto du bon la somme versée en sa monnaie et annexe le télégramme ou l'avis-réponse aux bons payés dans les conditions visées au § 1.

#### ARTICLE 156

##### **Bons égarés, perdus ou détruits après paiement**

L'article 119 est applicable, par analogie, dans le cas de bons postaux de voyage égarés, perdus ou détruits après paiement. Le titre de remplacement est établi sur une formule MP 10. L'Administration de paiement se procure, par l'intermédiaire de l'Administration d'origine, la déclaration du bénéficiaire destinée à tenir lieu d'acquit.

#### ARTICLE 157

##### **Etablissement des comptes**

1. Le compte mensuel des bons payés est établi sur une formule conforme au modèle MP 9 ci-annexé.

2. Ce compte est joint au compte mensuel MP 5 relatif aux mandats payés pendant la même période et le total en est ajouté à celui du compte MP 5.

3. Les bons postaux de voyage payés à titre exceptionnel par un Pays ne participant pas au service, dans les conditions prévues à l'article 155, sont décrits sur un compte mensuel MP 5 spécial qui est annexé au compte des mandats de poste.

## QUATRIÈME PARTIE

## Dispositions finales

## ARTICLE 158

**Mise à exécution et durée du Règlement**

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

## SIGNATURES

*(Les mêmes que pour l'Arrangement; voir plus haut dans le présent volume.)*

## LISTE DES FORMULES

| N°<br>1 | Dénomination ou nature de la formule<br>2   | Références<br>3         |
|---------|---|-------------------------|
| MP 1    | Mandat de poste international . . . . .   | art.104, § 1            |
| MP 2    | Liste des mandats de poste . . . . .  | art.122, § 2, lettre a) |
| MP 3    | Avis d'émission d'un mandat télégraphique . . . . .   | art.132, § 1            |
| MP 4    | Réclamation ou demande d'avis de paiement postérieurement à l'émission, de modification d'adresse, de retrait concernant un mandat de poste international | art.110, § 1            |
| MP 5    | Compte mensuel des mandats-cartes et des autorisations de paiement . . . . .  | art.146, § 1            |
| MP 6    | Liste récapitulative des mandats de poste et des autorisations de paiement . . . . .  | art.146, § 2            |
| MP 7    | Compte mensuel des mandats de poste, des autorisations de paiement et des mandats de remboursement . . . . .  | art.146, § 2            |
| MP 8    | Compte général des mandats de poste. . . . .  | art.147, § 1            |
| MP 9    | Compte mensuel des bons postaux de voyage . . . . .   | art.157, § 1            |
| MP 10   | Bon postal de voyage . . . . .  | art.152, § 1            |
| MP 11   | Carnet de bons postaux de voyage . . . . .  | art.152, § 3            |
| MP 12   | Mandat de poste international pour libellé mécanographique . . . . .  | art.104, § 2            |
| MP 13   | Autorisation de paiement . . . . .  | art.117                 |
| MP 14   | Demande de régularisation d'un mandat de poste ou demande d'autorisation de paiement . . . . .  | art.112, § 1            |
| MP 15   | Compte mensuel des mandats-listes . . . . .   | art.146, § 1            |
| MP 16   | Mandat de versement international . . . . .   | art.141, § 1            |

## ANNEXES:

FORMULES MP 1 à MP 16

(Recto)

|  |  |                       |  |           |  |        |              |       |      |  |       |        |  |       |  |
|--|--|-----------------------|--|-----------|--|--------|--------------|-------|------|--|-------|--------|--|-------|--|
| <p><b>Coupon</b><br/>(Peut être détaché par le bénéficiaire)</p> <p>Montant du mandat<br/><br/>(en chiffres arabes)</p> <p>Expéditeur<br/>.....<br/>.....<br/>.....<br/>Le ..... 19.....</p> <p>Timbre du bureau d'émission<br/></p> | <p>ADMINISTRATION DES POSTES d.....</p> <p><b>MANDAT DE POSTE INTERNATIONAL</b></p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 60%; border: none;">de la somme de: .....</td> <td style="width: 10%; border: none; text-align: center;">unités</td> <td style="width: 10%; border: none; text-align: center;">fractions</td> <td style="width: 20%; border: 1px solid black; padding: 2px;">                 Cours (*)<br/>du change<br/>Somme payée<br/>.....             </td> </tr> </table> <p style="text-align: center;">(en chiffres arabes)</p> <p>.....<br/>.....<br/>(les unités en toutes lettres et en caractères latins)</p> <p>payable à .....</p> <p>Rue et numéro: .....</p> <p>Lieu de destination: .....</p> <p>Pays de destination: .....</p> <p style="text-align: center;"><b>Indications de service</b></p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 15%;">Numéro</td> <td style="width: 5%;">} d'émission</td> <td style="width: 80%;">.....</td> </tr> <tr> <td>Date</td> <td></td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td>Bureau</td> <td></td> <td>.....</td> </tr> </table> <p>Signature de l'agent qui établit le mandat: .....</p> <p>(*) Indications à porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère elle-même la conversion.</p> | de la somme de: ..... | unités   | fractions | Cours (*)<br>du change<br>Somme payée<br>..... | Numéro | } d'émission | ..... | Date |  | ..... | Bureau |  | ..... | <p style="text-align: right;"><b>MP 1</b></p> <p>Application des timbres-poste ou Indication de la taxe perçue</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'émission<br/></p> <p style="text-align: center;">Somme versée<br/><br/>Monnaie du Pays d'émission</p> |
| de la somme de: .....  | unités   | fractions             | Cours (*)<br>du change<br>Somme payée<br>..... |           |  |        |              |       |      |  |       |        |  |       |  |
| Numéro   | } d'émission   | .....                 |  |           |  |        |              |       |      |  |       |        |  |       |  |
| Date   |  | .....                 |  |           |  |        |              |       |      |  |       |        |  |       |  |
| Bureau   |  | .....                 |  |           |  |        |              |       |      |  |       |        |  |       |  |

Mandats, Vienne 1964, art.104, § 1 — Dimensions: 148 x 105 mm, couleur rose

(Verso)

|  |   |                                    |                             |
|--|---|------------------------------------|-----------------------------|
| <p style="text-align: center;">(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)</p> | <p style="text-align: center;"><b>Quittance du bénéficiaire</b></p> <p style="text-align: center;">Reçu la somme indiquée d'autre part.</p> <p>Lieu: ....., le ..... 19.....</p> <p style="text-align: center;">Signature du bénéficiaire:<br/>.....</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 40%; border: 1px solid black; padding: 5px;">                 Registre d'arrivée<br/><br/>N° .....             </td> <td style="width: 60%; vertical-align: bottom; text-align: right;">                 Timbre du bureau payeur<br/> </td> </tr> </table> | Registre d'arrivée<br><br>N° ..... | Timbre du bureau payeur<br> |
| Registre d'arrivée<br><br>N° .....   | Timbre du bureau payeur<br>   |                                    |                             |









| ADMINISTRATION DES POSTES  |   |   | MP 3   |
|--|---|---|--|
| <b>AVIS D'ÉMISSION</b> <sup>(1)</sup>  |   |   |  |
| d .....<br>d'un mandat télégraphique <sup>(2)</sup>  |   |   |  |
| déposé au bureau d ..... le ..... 19.....  |   |   |  |
| pour le bureau d..... (.....)<br>(Pays)  |   |   |  |
| Nom de l'expéditeur  | Numéro du mandat  | Nom, prénom(s), qualité et domicile du bénéficiaire | Montant du mandat  |
| 1  | 2   | 3   | 4  |
| .....<br>.....   |   |   | En monnaie du Pays de paiement<br>(2)<br><br>En monnaie du Pays d'émission<br> |
| .....<br>.....   |   |   |  |
| Timbre du bureau d'émission<br><br>  | Lieu: .....<br><br>Date: ..... 19.....<br><br>Signature de l'agent qui établit l'avis:<br>..... | Timbre du bureau payeur<br><br>                     |  |
| (1) A envoyer sous enveloppe, par le prochain courrier et autant que possible par avion.<br>(2) Le montant ne peut pas être payé sur le vu de cet avis d'émission, mais seulement sur celui du télégramme auquel cet avis se rapporte. |   |   |  |

ADMINISTRATION DES POSTES

MP 4

d .....

BUREAU d.....

## — RÉCLAMATION (\*)

## — DEMANDE (\*)

D'AVIS DE PAIEMENT POSTÉRIEUREMENT A L'ÉMISSION  
DE MODIFICATION D'ADRESSE  
DE RETRAIT

concernant un mandat de poste international

Description du mandat- 

|         |                   |
|---------|-------------------|
| carte / | ordinaire         |
| liste / | télégraphique (*) |

N° du mandat; ..... Notre Réf. ....

Bureau d'émission: ..... Votre Réf. ....

Date d'émission: .....

Montant en monnaie du Pays de paiement/d'émission (\*).....

Nom et domicile de l'expéditeur: .....

Nom et adresse du bénéficiaire: .....

Renseignements complémentaires: .....

Nom et domicile du réclamant ou du demandeur: .....

Monsieur,

Au sujet du mandat susmentionné, j'attire votre attention sur le numéro ..... Indiqué ci-dessous.

Si le mandat a été égaré, le montant doit être payé au bénéficiaire primitif/à l'expéditeur (\*)

Prière de me répondre à ce sujet par voie de surface/aérienne/télégraphique (\*) et de me renvoyer la présente formule.

Timbre du bureau d'origine ..... le ..... 19.....



Le Chef du bureau d'où émane la demande:

..... le ..... 19.....

Signature du réclamant ou du demandeur:

## 1. Le mandat en question (\*):

a) a été dûment payé au bénéficiaire le ..... 19.....

b) est encore en instance au bureau d..... (\*)

c) a été remis au bénéficiaire, qui n'a pas encore pris livraison du montant (\*)

d) a été renvoyé au Pays d'émission le ..... 19.....

e) a été réexpédié le ..... 19.....

à .....

f) n'est pas parvenu au bureau d.....

g) (\*) .....

## 2. D'après la déclaration de l'expéditeur, le bénéficiaire n'a pas reçu le montant.

L'expéditeur désire savoir si le mandat a été payé au bénéficiaire. Ci-annexé la formule C 5.

Veuillez effectuer une enquête à ce sujet et nous en communiquer le résultat.

## 3. Prière de remplacer «.....» par «.....» sur .....

## 4. Prière de me renvoyer le mandat susmentionné pour remise à l'expéditeur.

## 5. Autres motifs: .....

Timbre du bureau de destination



..... le ..... 19.....

Le Chef du bureau de destination:

(\*) Biffer ce qui ne convient pas.

(\*) Intéresse les Pays qui paient à domicile ou qui remettent un avis d'arrivée.

(\*) Intéresse les Pays qui distribuent les mandats aux bénéficiaires.

(\*) Ajouter si possible la déclaration du bénéficiaire.

ADMINISTRATION DES POSTES

Année 19..... MP 5

d .....

Mois d.....

**COMPTE MENSUEL**

**des mandats-cartes et des autorisations de paiement**

émis par l'Administration d.....

et payés, pendant le mois désigné ci-dessus, par l'Administration d.....

| Numéro courant<br>des mandats et<br>des autorisations<br>de paiement payés<br>1 | Emission   |           |             |             | Mandats<br>et autorisations<br>de paiement<br>taxés<br>6 | Mandats<br>et autorisations<br>de paiement<br>en franchise<br>de taxe<br>7 | Débit de l'Ad-<br>ministration<br>émettrice<br>des mandats<br>8 |
|---|------------|-----------|-------------|-------------|--|--|---|
|   | Année<br>2 | Mois<br>3 | Bureau<br>4 | Numéro<br>5 |  |  |   |
| 1   |            |           |             |             |  |  |   |
| 2   |            |           |             |             |  |  |   |
| 3   |            |           |             |             |  |  |   |
| 4   |            |           |             |             |  |  |   |
| 5   |            |           |             |             |  |  |   |
| 6   |            |           |             |             |  |  |   |
| 7   |            |           |             |             |  |  |   |
| 8   |            |           |             |             |  |  |   |
| 9   |            |           |             |             |  |  |   |
| 10  |            |           |             |             |  |  |   |
| 11  |            |           |             |             |  |  |   |
| 12  |            |           |             |             |  |  |   |
| 13  |            |           |             |             |  |  |   |
| 14  |            |           |             |             |  |  |   |
| 15  |            |           |             |             |  |  |   |
| 16  |            |           |             |             |  |  |   |
| 17  |            |           |             |             |  |  |   |
| 18  |            |           |             |             |  |  |   |
| 19  |            |           |             |             |  |  |   |
| 20  |            |           |             |             |  |  |   |
| Totaux .....  |            |           |             |             |  |  |   |
| Mandats et autorisations de paiement taxés (colonne 6) .....                    |            |           |             |             |  |  |   |
| Taxe de 1/4% sur les mandats et autorisations de paiement taxés .....           |            |           |             |             |  |  |   |
| Quote-part fixe (..... c par mandat) .....                                      |            |           |             |             |  |  |   |
| Mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe (colonne 7) .....     |            |           |             |             |  |  |   |
| Total général des sommes dues par l'Administration d..... à celle d.....        |            |           |             |             |  |  |   |

Le présent compte du mois d..... 19..... est certifié conforme au total des ..... mandats et autorisations de paiement ci-annexés.

....., le ..... 19....

Signature:

ADMINISTRATION DES POSTES

Année 19.....

MP 6

d .....

Mois d.....

LISTE RÉCAPITULATIVE

N° .....
des mandats de poste et des autorisations de paiement

émis par l'Administration d.....

et payés, pendant le mois désigné ci-dessus, par l'Administration d.....

Table with 7 columns: Numéro courant, Année, Mois, Bureau, Numéro, Mandats et autorisations de paiement (1) taxés, Observations. Includes a 'Total' row at the bottom right.

(1) Relever séparément les mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe, soit à la fin de cette liste avec la mention y relative dans la colonne « Observations » soit aux listes complémentaires ou en utilisant des listes spéciales. Inscrire les autorisations de paiement au rang qu'occuperaient les mandats auxquels elles se rapportent et les signaler dans la colonne « Observations ».

(\*) A récapituler sur la dernière liste ou à reporter au compte mensuel MP 7.

ADMINISTRATION DES POSTES

MP 7

d .....

Année 19 .....

Mois d .....

**COMPTE MENSUEL****des mandats de poste, des autorisations de paiement et des mandats de remboursement (\*)**

émis par l'Administration d .....

et payés, pendant le mois désigné ci-dessus, par l'Administration d .....

| Nombre des mandats et des autorisations de paiement payés<br>1 | Titre<br>2  | Montant des mandats et des autorisations de paiement payés<br>3 | Montant des taxes et des quotes-parts<br>4 |
|--|---|---|--|
|  | Mandats et autorisations de paiement taxés (*) . . . . .  |   |  |
|  | Taxe de 1/4 % sur les mandats et autorisations de paiement taxés . . . . .                              |   |  |
|  | Quote-part fixe (..... c par mandat) . . . . .  |   |  |
|  | Mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe (*) . . . . .                                 |   |  |
|  | <b>Totaux</b>   |   |  |
|  | Mandats de remboursement selon le compte particulier, formule R 5 . . . . .                             |   |  |
|  | A déduire les taxes et les quotes-parts sur les mandats de remboursement . . . . .                      |   |  |
|  | <b>Totaux généraux</b>  |   |  |
|  | Total des taxes et des quotes-parts à (*) $\frac{\text{ajouter}}{\text{déduire}}$ . . . . .             |   |  |
|  | Inscriptions éventuelles selon les art. 27 et 30 de l'Arrangement:<br>(sommes à rembourser et intérêts) |   |  |
|  | .....   |   |  |
|  | .....   |   |  |
|  | .....   |   |  |
|  | .....   |   |  |
|  | Total général des sommes dues   |   |  |
|  | par l'Administration d .....  |   |  |
|  | à l'Administration d .....  |   |  |

Le présent compte du mois d ..... 19..... est certifié conforme

au total des ..... mandats et autorisations de paiement ci-annexés.

Signature:

....., le ..... 19.....

(\*) Dans ce compte peuvent aussi être compris les sommes à rembourser et les intérêts prévus aux articles 27 et 30 de l'Arrangement.

(\*\*) Total établi sur formule(s) MP 6 ci-annexée(s).

(\*\*\*) Biffer ce qui ne convient pas.





ADMINISTRATION DES POSTES

MP 9

d .....

**COMPTE MENSUEL**

des bons postaux de voyage

Année 19.....

..... annexe.....

Mois d.....

échangés entre l'Administration d..... et l'Administration d.....


| Numéro<br>courant des<br>bons payés  | Année<br>d'émission | Mois<br>d'émission | Bureau d'émission | Numéro<br>du bon     | Montant en<br>monnaie du<br>Pays payeur |  |
|--|---------------------|--------------------|-------------------|----------------------|---|--|
| 1  | 2                   | 3                  | 4                 | 5                    | 6                                       |  |
| 1  |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 2  |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 3  |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 4  |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 5  |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 6  |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 7  |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 8  |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 9  |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 10   |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 11   |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 12   |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 13   |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 14   |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 15   |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 16   |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 17   |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 18   |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 19   |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 20   |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 21   |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 22   |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 23   |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 24   |                     |                    |                   |                      |   |  |
| 25   |                     |                    |                   |                      |   |  |
|  |                     |                    |                   | Total des bons payés |   |  |
|  |                     |                    |                   | Taxe de 1/4%         |   |  |
| Total général des sommes dues<br>par l'Administration d..... à l'Administration d..... |                     |                    |                   |                      |   |  |

Le présent compte du mois d..... 19.....

Signature:

est certifié conforme au total des ..... bons ci-annexés.

....., le ..... 19.....

|   |   |
|---|---|
| <p><b>Talon</b><br/>à la disposition du titulaire</p> <hr/> <p><b>BON POSTAL DE VOYAGE</b></p> <p>Montant<br/>(en monnaie du Pays de paiement)</p>  <p>Bureau payeur</p> <hr/> <p>Date de paiement</p> <hr/> | <p>ADMINISTRATION DES POSTES</p> <p>d .....</p> <p>N° .....</p> <p>Bureau émetteur</p> <p>.....</p> <p>Valable du .....</p> <p>au .....</p> <p style="text-align: center;"><b>BON POSTAL DE VOYAGE</b></p> <p>de la somme de .....</p> <p style="text-align: center;">(en chiffres arabes, avec indication de la monnaie)</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(en toutes lettres)</p> <p>payable ..... exclusivement</p> <p style="text-align: center;">(Nom du Pays de paiement)</p> <p>entre les mains de la personne désignée sur la couverture du carnet</p> <p>Timbre sec du bureau d'émission</p> |
|---|---|

Mandats, Vienne 1964, art. 152, § 1 — Dimensions: 162 x 114 mm

(Verso)

|  |  |                       |
|--|--|-----------------------|
| <p>Description des pièces d'identité produites:</p> <p><b>Reçu contre ce bon postal de voyage</b></p> <p>la somme de .....</p> <p>....., le ..... 19.....</p> <p>Signature:</p> <p>.....</p> <p>(La signature doit être conforme à celle qui figure sur la couverture)</p> |  |                       |
| <p>Timbre à date<br/>du bureau payeur</p>  | <p>Payé</p> <p>le ..... 19.....</p> <p>par .....</p> | <p>N° du paiement</p> |

(1<sup>re</sup> page de la couverture)

|  |  |    |                      |   |    |    |                      |   |    |    |                      |   |    |
|--|--|----|----------------------|---|----|----|----------------------|---|----|----|----------------------|---|----|
| ADMINISTRATION DES POSTES<br>d ..... Valable du .....<br>au ..... Inclusive  | MP 11  |    |                      |   |    |    |                      |   |    |    |                      |   |    |
| <b>CARNET DE BONS POSTAUX DE VOYAGE (1)</b><br>contenant (2) <table style="margin-left: auto; margin-right: auto; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding: 0 5px;">a)</td> <td style="padding: 0 5px;">bons N<sup>os</sup></td> <td style="padding: 0 5px;">à</td> <td style="padding: 0 5px;">de</td> </tr> <tr> <td style="padding: 0 5px;">b)</td> <td style="padding: 0 5px;">bons N<sup>os</sup></td> <td style="padding: 0 5px;">à</td> <td style="padding: 0 5px;">de</td> </tr> <tr> <td style="padding: 0 5px;">c)</td> <td style="padding: 0 5px;">bons N<sup>os</sup></td> <td style="padding: 0 5px;">à</td> <td style="padding: 0 5px;">de</td> </tr> </table> |  | a) | bons N <sup>os</sup> | à | de | b) | bons N <sup>os</sup> | à | de | c) | bons N <sup>os</sup> | à | de |
| a)   | bons N <sup>os</sup>                             | à  | de                   |   |    |    |                      |   |    |    |                      |   |    |
| b)   | bons N <sup>os</sup>                             | à  | de                   |   |    |    |                      |   |    |    |                      |   |    |
| c)   | bons N <sup>os</sup>                             | à  | de                   |   |    |    |                      |   |    |    |                      |   |    |
| Payable exclusivement .....<br>(Pays de paiement)  |  |    |                      |   |    |    |                      |   |    |    |                      |   |    |
| (1) Voir les dispositions à la 4 <sup>e</sup> page de la couverture.<br>(2) Nombre, numéros et montant des bons en chiffres arabes. Le montant des bons doit être exprimé dans la monnaie du Pays de paiement.   |  |    |                      |   |    |    |                      |   |    |    |                      |   |    |
| M .....<br>(Nom et prénom[s])<br>.....<br>(Adresse)<br>.....<br>(Lieu de domicile)   | Timbre sec (en relief)<br>du bureau émetteur<br> |    |                      |   |    |    |                      |   |    |    |                      |   |    |
| Signature du titulaire:<br>.....   |  |    |                      |   |    |    |                      |   |    |    |                      |   |    |

Manda's, Vienne 1964, art.152, § 3 - Dimensions: 162 x 114 mm

(4<sup>e</sup> page de la couverture)

|   |  |
|---|--|
| <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les bons postaux de voyage sont libellés en monnaie du Pays où ils doivent être payés; ce Pays est désigné à la 1<sup>re</sup> page de la couverture du présent carnet.</li> <li>2. Dans les bureaux participant au service, le paiement a lieu contre remise du bon signé à l'encre. L'ayant droit doit justifier de son identité soit par la production de son passeport ou d'une carte d'identité postale, soit au moyen d'une autre preuve admise dans le Pays payeur.</li> <li>3. Lorsque le service payeur ne dispose pas des fonds nécessaires au paiement du ou des bons qui lui sont présentés, le paiement peut être suspendu jusqu'au moment où ce service s'est procuré les fonds.</li> <li>4. Les sommes versées pour être converties en bons sont, dans le délai de prescription fixé par la législation du Pays d'émission, garanties aux ayants droit jusqu'au moment où les bons ont été régulièrement payés. La réclamation de l'ayant droit concernant le paiement d'un bon à une personne non autorisée n'est admise que dans le délai d'un an à partir du lendemain de l'émission de ce bon. Les Administrations postales ne sont pas responsables des conséquences</li> </ol> | <p>que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux de carnets ou de l'un ou l'autre des bons qu'ils contiennent.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>5. Aucune réclamation ne peut être introduite contre l'Administration du Pays d'émission si le carnet qui fait l'objet de la réclamation n'est pas produit. Toutefois, en cas de perte d'un carnet ou d'un ou de plusieurs bons, l'intéressé doit prouver à l'Administration émettrice qu'il a demandé la délivrance d'un carnet de bons et qu'il a versé, à cet effet, la somme totale correspondante. Le remboursement ne peut être effectué que lorsque ladite Administration s'est assurée que les bons déclarés perdus n'ont pas été payés.</li> <li>6. Les carnets ou l'un ou l'autre des bons qu'ils contiennent ne sont transmissibles à des tiers ni par endossement ni par cession; ils ne peuvent être mis en gage.</li> </ol> <p style="font-size: small; padding-left: 20px;">         Sous réserve de ce qui est prévu par la législation interne de chaque Pays, il n'est pas donné suite aux demandes qui sont présentées en vue de faire opposition au paiement de bons régulièrement émis.       </p> |
|---|--|

(Recto)

|  |   |        |       |      |       |        |       |   |
|--|---|--------|-------|------|-------|--------|-------|---|
| <p style="text-align: center;"><b>Coupon</b><br/>(Peut être détaché par le bénéficiaire)</p> <hr style="width: 20%; margin: 0 auto;"/> <p style="text-align: center;">Montant du mandat</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 15px; background-color: #cccccc; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center; font-size: small;">(en chiffres arabes)</p> <p style="text-align: center;">Expéditeur</p><br><br><p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'émission</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div> <p>Le ..... 19.....</p> | <p style="text-align: center;">ADMINISTRATION DES POSTES d .....</p> <p style="text-align: center;"><b>MANDAT DE POSTE INTERNATIONAL</b></p> <p style="text-align: center;">pour libellé mécanographique de la somme de:</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 15px; background-color: #cccccc; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center; font-size: small;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins)</p> <p style="text-align: center;">payable à</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 15px; background-color: #cccccc; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center; font-size: small;">(en chiffres arabes)</p><br><br><p style="text-align: center;"><b>Indications de service</b></p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 15%; border-right: 1px dashed black;">Numéro</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td style="border-right: 1px dashed black;">Date</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td style="border-right: 1px dashed black;">Bureau</td> <td>.....</td> </tr> </table> <p style="text-align: center;">Signature de l'agent qui établit le mandat.....</p> <p style="font-size: x-small;">(*) Indications à porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère elle-même la conversion.</p> | Numéro | ..... | Date | ..... | Bureau | ..... | <p style="text-align: right;">MP 12</p> <p style="font-size: x-small;">Application des timbres-poste ou indication de la taxe perçue</p><br><br><p style="text-align: center; font-size: small;">Timbre du bureau d'émission</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div><br><br><div style="border: 1px solid black; width: 100%; padding: 5px;"> <p style="text-align: center; font-size: small;">Somme versée</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 15px; background-color: #cccccc; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center; font-size: x-small;">(Monnaie du Pays d'émission)</p> </div> |
| Numéro   | .....   |        |       |      |       |        |       |   |
| Date   | .....   |        |       |      |       |        |       |   |
| Bureau   | .....   |        |       |      |       |        |       |   |

Mandats, Vienne 1964, art. 104, § 2 — Dimensions: 148 x 105 mm, couleur rose

(Verso)

|  |  |
|--|--|
| <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 100px; margin: 0 auto; text-align: center; font-size: small;">(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)</div><br><br><div style="border: 1px solid black; width: 100%; padding: 5px;"> <p style="text-align: center;"><b>Quittance du bénéficiaire</b></p> <p style="text-align: center;">Reçu la somme indiquée d'autre part.</p> <p>Lieu: ..... le..... 19.....</p> <p style="text-align: center;">Signature du bénéficiaire:</p> <p style="text-align: center;">.....</p> </div><br><br><div style="border: 1px solid black; width: 100%; padding: 5px;"> <p style="text-align: center; font-size: small;">Registre d'arrivée</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 40px; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center; font-size: small;">N° .....</p> </div> | <p style="text-align: right;">Timbre du bureau payeur</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div> |
|--|--|

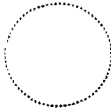
(Recto)

|   |  |   |
|---|--|---|
| <p><b>Coupon</b><br/>(Peut être remis au bénéficiaire)</p> <p>Montant de l'autorisation de paiement</p> <p style="text-align: center;">(en chiffres arabes)</p> <p>Remplacement <sup>(1)</sup> Complément du mandat de poste international expédié</p> <p>le ..... 19...<br/>par .....</p> <p>Timbre du service émetteur</p> <div style="border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 60px; height: 60px; margin: 0 auto;"></div> | <p>ADMINISTRATION DES POSTES d .....</p> <p><b>AUTORISATION DE PAIEMENT N°</b> .....</p> <p>en <sup>(1)</sup> remplacement complément d'un mandat de poste international</p> <p>Le bureau de poste d.....</p> <p>est autorisé à payer la somme de:.....</p> <p style="text-align: center;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins)</p> <p>à .....</p> <p style="text-align: center;">(Nom ou raison sociale)</p> <p style="text-align: center;">(Rue et numéro)</p> <p style="text-align: center;">(Localité et Pays de destination)</p> <p>en <sup>(1)</sup> remplacement complément du mandat de poste international n° .....</p> <p>émis à ....., le ..... 19.....</p> <p>et expédié par ....., le ..... 19.....</p> <p>Signature de l'agent qui établit l'autorisation de paiement:</p> <p><sup>(1)</sup> Biffer ce qui ne convient pas.<br/><sup>(2)</sup> Indications à porter par l'Administration de destination lorsqu'elle opère elle-même la conversion.</p> | <p style="text-align: right;"><b>MP 13</b></p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 10px;"> <p style="text-align: center;"><sup>(2)</sup><br/>Cours du change</p> <p style="text-align: center;">Somme payée</p> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p style="text-align: center;">Montant en monnaie du Pays d'émission</p> </div> |
|---|--|---|

Mandats, Vienne 1964, art.117 — Dimensions: 148 x 105 mm, couleur rose

(Verso)

|   |   |
|---|---|
| <p style="text-align: center;"><b>(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)</b></p> | <p style="text-align: center;"><b>Quittance du bénéficiaire</b></p> <p style="text-align: center;">Reçu la somme indiquée d'autre part.</p> <p>Lieu: ....., le ..... 19.....</p> <p style="text-align: center;">Signature du bénéficiaire:</p> <p style="text-align: right;">Timbre du bureau payeur</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 10px auto;"> <p style="text-align: center;">Registre d'arrivée</p> <p style="text-align: center;">N° .....</p> </div> <div style="border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 60px; height: 60px; margin: 10px auto;"></div> |
|---|---|

Timbre du bureau  
de paiement

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

Bureau d.....

## I. DEMANDE DE RÉGULARISATION (1) D'UN MANDAT DE POSTE

### Description du mandat carte/télégraphique (1)

N° du mandat: ..... Notre Réf. ....

Bureau d'émission: ..... Votre Réf. ....

Date d'émission: ....., le ..... 19.....

Montant en monnaie du Pays de paiement/ d'émission (1).....

Nom et domicile de l'expéditeur: .....

Nom et adresse du bénéficiaire: .....

Renseignements complémentaires: .....

Le mandat décrit ci-dessus, que vous voudrez bien trouver ci-joint, ne peut être payé, pour le motif suivant (2):

- Indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou du domicile du bénéficiaire;
- Différences ou omission des noms ou de sommes;
- Ratures ou surcharges dans les inscriptions;
- Omission de timbres, de signature ou d'autres indications de service;
- Indication de la somme à payer dans une monnaie autre que celle qui est admise;
- Dépassement du montant maximal autorisé;
- Erreur évidente dans le rapport entre la monnaie du Pays d'émission et celle du Pays de paiement;
- Omission du nom de l'unité monétaire;
- Emploi de formule non réglementaire;
- Délai de validité expiré. A viser pour date;
- Autres motifs (2) .....

Prière de renvoyer le mandat de poste, sous enveloppe, immédiatement après sa régularisation, accompagné de la présente formule.

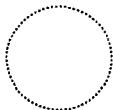
## II. DEMANDE D'AUTORISATION DE PAIEMENT (1)

Le mandat décrit ci-dessus:

A été égaré/détruit/perdu/avant paiement (1)

Par suite d'une erreur de conversion nécessite un paiement complémentaire de ..... au bénéficiaire (1)

Prière de délivrer une autorisation de paiement et de transmettre celle-ci accompagnée de la présente formule.

Timbre du bureau  
d'émission du mandat

A ....., le .....

Signature:  
.....

(1) Biffer l'indication inutile.

(2) Porter une croix dans le cadre précédant la description de l'irrégularité constatée.

(3) Décrire le motif de l'irrégularité lorsque celle-ci n'est pas prévue dans les rubriques ci-dessus.

ADMINISTRATION DES POSTES

MP 15

d .....

**COMPTE MENSUEL DES MANDATS-LISTES**

Année 19.....

émis par l'Administration d.....

Mois .....

et payés pendant le mois désigné ci-dessus

par l'Administration d.....

| Dates des listes | Mandats taxés   |   |                   | Mandats en franchise de taxe                                      |   |                   | Débit de l'Administration émettrice des mandats |
|------------------|---|---|-------------------|---|---|-------------------|---|
|                  | Numéros d'ordre internationaux des titres figurant sur les listes |   | Totaux des listes | Numéros d'ordre internationaux des titres figurant sur les listes |   | Totaux des listes |   |
| 1                | 2   |   | 3                 | 4   |   | 5                 | 6   |
|                  | de  | à |                   | de  | à |                   |   |
| 1                |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 2                |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 3                |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 4                |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 5                |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 6                |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 7                |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 8                |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 9                |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 10               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 11               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 12               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 13               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 14               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 15               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 16               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 17               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 18               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 19               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 20               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 21               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 22               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 23               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 24               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 25               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 26               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 27               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 28               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 29               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 30               |   |   |                   |   |   |                   |   |
| 31               |   |   |                   |   |   |                   |   |
|                  |   |   | Total             |   |   | Total             |   |

Mandats taxés (col.3) .....

Quote-part fixe de ..... par mandat taxé .....

Quote-part proportionnelle de 1/4 % sur les mandats taxés .....





Mandats en franchise de taxe (col.5) .....

Total général des sommes dues par l'Administration d..... à celle d.....

A ....., le ..... 19.....

Signature:

(Recto)

|  |  |  |
|--|--|--|
| <p><b>Coupon</b><br/>destiné au titulaire du<br/>CCP n°.....</p> <p>Montant du mandat<br/><br/>(en chiffres arabes)</p> <p>Expéditeur<br/>.....<br/>.....<br/>.....</p> <p>Timbre du bureau d'émission<br/></p> <p>Le ..... 19 .....</p> | <p>ADMINISTRATION DES POSTES d .....</p> <p><b>MANDAT DE VERSEMENT<br/>INTERNATIONAL</b></p> <p>de la somme de: .....<br/>(en chiffres arabes)</p> <p>(<sup>(1)</sup>)<br/>Cours du change<br/>Somme créditée</p> <p>.....<br/>(les unités en toutes lettres et en caractères latins)</p> <p>M .....</p> <p>CCP N° .....</p> <p>Bureau de chèques .....</p> <p>Pays de destination .....</p> <p><b>Indications de service</b></p> <p>Numéro } d'émission .....<br/>Date } .....<br/>Bureau } .....<br/>Signature de l'agent qui établit le mandat: .....</p> <p>(<sup>(1)</sup>) Indications à porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère elle-même la conversion</p> | <p>MP16</p> <p>Application des timbres-<br/>poste ou indication de<br/>la taxe perçue</p> <p>Timbre du bureau<br/>d'émission<br/></p> <p>Somme versée<br/><br/>Monnaie du Pays<br/>d'émission</p> |
|--|--|--|

Mandats, Vienne 1964, art. 141, § 1 — Dimensions: 148 x 105 mm, couleur jaune

(Verso)

|  |  |
|--|--|
|  | <p>Partie réservée au service des chèques postaux</p> <p>Timbre du bureau de chèques<br/>postaux qui a porté le mandat<br/>au crédit du compte courant<br/>postal du bénéficiaire.</p> |
|--|--|



LISTE DES ETATS QUI ONT RATIFIÉ OU APPROUVÉ (A) L'ARRANGEMENT, OU QUI Y ONT ADHÉRÉ (a), AVEC LA DATE DU DÉPÔT DE L'INSTRUMENT AUPRÈS DU GOUVERNEMENT SUISSE OU, INDIQUÉE PAR UN ASTÉRISQUE, LA DATE DE LA NOTIFICATION FAITE PAR LEDIT GOUVERNEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 11, PARAGRAPHE 5, DE LA CONSTITUTION

|  |                          |         |
|--|--------------------------|---------|
| ARGENTINE <sup>1</sup> .....   | 23 juin                  | 1967    |
| AUTRICHE .....   | 23 décembre              | 1965    |
| BELGIQUE .....   | 4 novembre               | 1965 A  |
| CHINE .....  | 6 septembre              | 1966    |
| CONGO (RÉPUBLIQUE DU) .....  | 7 septembre              | 1966 A  |
| CÔTE D'IVOIRE .....  | 28 octobre               | 1965 A  |
| DAHOMÉY .....  | 13 janvier               | 1967 A  |
| DANEMARK .....   | 23 décembre              | 1965    |
| ESPAGNE .....  | 9 novembre               | 1966    |
| (Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)  |                          |         |
| FINLANDE .....   | 17 décembre              | 1965    |
| FRANCE .....   | 22 janvier               | 1966 A  |
| (Y compris l'ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer.) |                          |         |
| GABON .....  | 27 janvier               | 1967 A  |
| GHANA .....  | 17 novembre              | 1966    |
| GUINÉE .....   | 5 septembre              | 1966    |
| HAUTE-VOLTA .....  | 4 février                | 1967 A  |
| HONGRIE <sup>1</sup> .....   | 2 mai                    | 1967 A  |
| ISLANDE .....  | 10 août                  | 1965    |
| JAPON .....  | 22 juillet               | 1965 A  |
| LAOS .....   | 25 septembre             | 1967 A  |
| LIECHTENSTEIN .....  | 5 octobre                | 1967    |
| LUXEMBOURG .....   | 29 décembre              | 1965    |
| MADAGASCAR .....   | 25 août                  | 1965 A  |
| MALI .....   | 18 décembre              | 1965    |
| MAROC .....  | 7 avril                  | 1967 A  |
| MAURITANIE .....   | 22 mars                  | 1967 a* |
| NIGER .....  | 8 février                | 1966 A  |
| NORVÈGE .....  | 1 <sup>er</sup> décembre | 1965    |
| POLOGNE <sup>1</sup> .....   | 14 septembre             | 1966 A  |
| RÉPUBLIQUE ARABE UNIE .....  | 30 juin                  | 1967    |
| RÉPUBLIQUE DE CORÉE .....  | 20 mai                   | 1966    |
| RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM .....   | 5 juin                   | 1967    |

<sup>1</sup>Avec déclaration, dont le texte a été reproduit à la suite de la liste des Etats ayant ratifié la Constitution de l'Union postale universelle ou y ayant adhéré. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611.

|  |              |               |
|--|--------------|---------------|
| RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE . . . . .  | 27 juin      | 1966          |
| (Avec déclaration suivant laquelle l'Ar-<br>rangement est également applicable au<br><i>Land</i> de Berlin.) |              |               |
| SAINT-MARIN . . . . .  | 11 octobre   | 1967 <i>A</i> |
| SÉNÉGAL . . . . .  | 26 septembre | 1967          |
| SUÈDE . . . . .  | 13 décembre  | 1966          |
| SUISSE . . . . .   | 4 février    | 1966          |
| SYRIE . . . . .  | 18 novembre  | 1966          |
| TCHÉCOSLOVAQUIE <sup>1</sup> . . . . .   | 20 mai       | 1966          |
| THAÏLANDE . . . . .  | 10 mai       | 1966 <i>A</i> |
| TOGO . . . . .   | 28 août      | 1967 <i>A</i> |
| TUNISIE . . . . .  | 13 septembre | 1966          |
| YOUgosLAVIE . . . . .  | 15 novembre  | 1966          |

<sup>1</sup> Avec déclaration, dont le texte a été reproduit à la suite de la liste des Etats ayant ratifié la Constitution de l'Union postale universelle ou y ayant adhéré. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 611.